

LE
MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste



N° 232 — AVRIL 1977 — Prix : 4 F

SI DEMAIN LA GAUCHE ?...



COMME HIER LA DROITE !...



Italie : la colère étudiante

Espagne :

LA C.N.T.
DANS LES
LUTTES

C.N.T.
CONFEDERACIÓN
NACIONAL
DEL TRABAJO



ESPAÑA

A.I.T.

FOP 2520

activités de la fédération anarchiste

Le 17 avril 1977
au Palais de la Mutualité
S.I.A.
(Solidarité Internationale Antifasciste)
organise une journée de solidarité et de soutien à la C.N.T.

Le matin, dès 9 h 30, meeting, avec la participation d'un représentant de la C.N.T.F., de Fernando Carballo, Garcia Rua, Juan Gomez Casas (secrétaire général de la C.N.T.), Federica Montseny.

Dès 14 h 30, grand gala de variétés avec, entre autres, Paco Ibanez, Cuarteto Cedron, Jehan Jonas, Sortilegio español, etc.

A paraître prochainement
REVUE ANARCHISTE N° 1
éditée par le Groupe anarchiste Emma Goldman
En vente à Publico
Prix : 3 F

Au sommaire :
— Notre projet révolutionnaire.
— Conditions de travail :
1) Pour une analyse des conditions de travail ;
2) La réduction du temps de travail.

Le Groupe anarchiste
Emma Goldman
organise, le jeudi 21 avril à 20 h 30
10, rue Robert-Planquette
75013 Paris
(Métro Blanche ou Abbesses)
une conférence-débat
sur le thème :
Conditions et temps de travail

Une bibliothèque à caractère social, culturel et antiautoritaire s'ouvrira prochainement à Brunoy.

Nous demandons aux camarades qui ont des livres disponibles de nous en adresser une liste à la librairie Publico.

Le Groupe libertaire Germinal informe ses sympathisants de la reprise de son cycle de réunions-débats :
Mardi 19 avril, à 20 h 30
Grande salle
du patronage laïque
72, avenue Félix-Faure
75013 Paris
(Métro Boucicaut) :
Actualité du mouvement libertaire espagnol

PRES DE NOUS
L'Union Pacifiste d'Indre-et-Loire organise, le dimanche 14 avril, à 14 heures, dans la salle municipale de Lussault, une conférence-débat sur le thème :
La Paille ou la Bombe
avec la participation
de Maurice Laisant

Le Groupe libertaire Germinal vient d'éditer une brochure :
Syndicalisme et Révolution
(Recueil d'articles
du docteur Pierrot parus
dans **Les temps nouveaux**
année 1905)
En vente à Publico
Prix : 5 F

Colloques du Groupe libertaire Louise Michel
(en son local
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris
Métro Blanche
ou Abbesses) :

— Samedi 9 avril : La psychiatrie aujourd'hui, par Dominique.

— Samedi 16 avril : L'objection de conscience, par Michel.

— Samedi 23 avril : Le problème de la drogue, par les militants du Groupe libertaire Louise Michel.

— Samedi 30 avril : Permanence assurée par les militants du Groupe.

REUNION REGIONALE RHONE-ALPES
Elle se tiendra le samedi 23 avril, à 10 heures, 13, rue Pierre-Blanc (local A.C.L.R.), 69001 Lyon.

Ordre du jour :
— Discussion sur le M.L. hebdo.
— Propagande.
— Syndicalisme et anarchisme.

Cette réunion est élargie aux libertaires non adhérents à la F.A., désireux de faire avancer les idées anarchistes, sans sectarisme ni parti pris contre notre organisation.

Le directeur de la publication
Maurice Laisant
Imprimerie Néo-Typp
20, rue Gambetta
25000 Besançon
Dépôt légal 44523
1^{er} trimestre 1977

Le Groupe des Yvelines assure une vente militante du **Monde Libertaire** :
— les premier et deuxième dimanches du mois, au marché de Sartrouville ;
— les premier et troisième samedis du mois, au marché de Saint-Cyr-l'Ecole.

Nouveaux points de vente M.L. du Groupe Germinal
— Chaque dimanche, à partir de 11 heures, au marché Gambetta (métro Corentin-Celton).
— Chaque mercredi, à partir de 18 heures, à la sortie du métro Corentin-Celton.

Côtes-du-Nord - Guingamp Groupe F.A.
Réunions de travail
Permanence tous les dimanches, de 10 heures à 12 heures (bibliothèque, dossiers disponibles). S'adresser aux R.I.

MANIFESTATION ANARCHISTE A PARIS
Les groupes parisiens de la Fédération Anarchiste ont décidé d'organiser, à l'occasion du 1^{er} mai, une manifestation qui devrait partir de la place de la Bastille, à 10 heures, pour se diriger vers le mur des Fédérés. Il est recommandé d'en prendre confirmation quelques jours avant auprès des militants de la F.A. ou en consultant presse, affiches et tracts.

Pour que nous donnions à cette journée du 1^{er} mai son caractère révolutionnaire, nous comptons sur la présence du plus grand nombre.

TOUS A LA BASTILLE, A 10 HEURES

PAUL MAUGET N'EST PLUS
Nous avons appris le décès de notre camarade Paul Maugé, survenu le 22 mars. A sa famille, à ses proches, nous adressons nos très sincères condoléances.
La Rédaction.

Le Groupe 1^{er} Mai d'Annecy organise du 29 avril au 14 mai à la M. J. C. de Novel une exposition sur l'œuvre constructive de la C.N.T. espagnole de 36-39

Le Groupe libertaire du Lycée de Fresnes vient d'éditer un numéro spécial de leur périodique **Le Libertaire** :
Les Anarchistes et l'Ecole
En vente à Publico
Prix : 1 F

groupes de la fédération anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

AIN
OYONNAX. Groupe Libertaire.

AISNE
SAINT-QUENTIN - LAON - SOISSONS - CHATEAU-THIERRY
Liaison F.A.

ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY
Groupe Anarchiste.
MOULINS. Groupe Libertaire.

ALPES-MARITIMES
NICE.
Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE
Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE
SALON-DE-PROVENCE. Liaison F.A.
MARSEILLE. Groupe en formation.

CALVADOS
HEROUVILLE - CAEN. Groupe Libertaire.

CHARENTE-MARITIME
SAINTES.
Groupe Libertaire Louis Lecoin.
LA ROCHELLE.
Liaison F.A.

CHER
VIERZON. Liaison F.A.

COTES-DU-NORD
BEGARD. Liaison F.A.
GUINGAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS
BESANÇON.
Groupe Libertaire Proudhon

EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN. Liaison F.A.
DREUX. Liaison F.A.

GIRONDE
BORDEAUX.
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.
LIBOURNE. Groupe Libertaire.
Pour tous contacts, s'adresser au Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

HERAULT
MONTPELLIER. Groupe Libertaire.

ILLE-ET-VILAINE
TOURS. Groupe Tourangeau.
CHINON. Liaison F.A.

ISERE
BOURGAIN. Groupe d'Intervention Anarchiste.
GRENOBLE. Liaison F.A.

JURA
CHAMPAGNOLE. Liaison F. A.
DOLE. Groupe Dolois.
LONS-LE-SAUNIER. Liaison F. A.
LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES.
Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Piou
194, rue Jouaud. 44400 Rezé.
Liaison F.A.
LA BAULE. Liaison F. A.

LOIR-ET-CHEER
VENDOME. Liaison F. A.
BLOIS. Liaison F. A.

LOT-ET-GARONNE
AGEN - FUMEL.
Groupe Incroyable Anarchie.
Edite « L'Incrévable Anarchie ».

MAINE-ET-LOIRE
ANGERS. Liaison F.A.
DURTAL. Liaison F.A.

MANCHE
COUTANCES. Liaison F.A.
SAINT-LO. Liaison F.A.

MAYENNE
Groupe Anarchiste Mayennais.

MORBIHAN
VANNES. Liaison F.A.
LORIENT. Groupe Anarchiste.

MOSELLE
PHALSBURG. Liaison F. A.

NIÈVRE
NEVERS. Groupe F.A.

NORD
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Thaza

PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND. Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES
BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Libertaire La Cécilia.

PYRENEES-ORIENTALES
PERPIGNAN. Groupe Bakounine.
Edite « Le Révolté ».

RHONE
LYON. Groupe Louis-Lecoin. Permanence : chaque samedi, de 15 heures à 17 heures, Palais du Travail (salle 25), Villeurbanne.

SARTHE
LE MANS. Liaison F.A.

SAVOIE (HAUTE)
ANNECY. Groupe Anarchiste 1^{er} Mai

SEINE-MARITIME
LE HAVRE. Groupe Jules Durand. Permanences (16, rue Jules-Tel-lier, dans les locaux du C.E.S.) : le lundi de 14 à 19 h ; le mercredi de 18 h à 21 h ; le samedi de 18 h à 21 h.

BOLBEC - LILLEBONNE.
Groupe Libertaire.

ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

SEINE-ET-MARNE
OTHIS - DAMARTIN - STUR.
Liaison Seine-et-Marne Nord.

SOMME
AMIENS. Groupe F.A.

VAR
TOULON. Groupe Libertaire.
PIERREFEU - CUERS.
Liaison F. A.
Pour tous contacts :
Groupe de Toulon.

VENDEE
LES SABLES-D'OLONNE.
Liaison F. A.

Vienne (HAUTE)
LIMOGES. Groupe F. A.
NORD DE HAUTE-VIENNE. Liaison F.A.

YONNE
TONNERRE. Liaison F. A.

YVELINES
SARTROUVILLE - ANDRESY - LES MURREAUX - SAINT-CYR-L'ECOLE.
Groupe libertaire.

PARIS
LIAISON DES POSTIERS.
Edite « Gestion Directe ».

GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.
Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou ABBESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire au local du groupe ou téléphoner au 076.57.89.

2^e et 11^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE EMMA GOLDMAN - Contact Publico.

5^e, 13^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB

13^e, 15^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI.

14^e, 15^e arrondissements
GROUPE LIBERTAIRE
EUGENE VARLIN

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon, Boulogne-Billancourt.
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL

19^e arrondissement
GROUPE ANARCHISTE

10^e, 20^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE VOLINE

BANLIEUE SUD
GROUPE LIBERTAIRE - Fresnes-Antony.
GROUPE BAKOUNINE - Vanves - Malakoff - Montrouge.
GROUPE ANARCHISTE - Messy-Palaiseau.
GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy. Liaison Seine-et-Marne.
GROUPE F. PELLOUTIER - Corbeil-Essonnes.
GROUPE ANARCHISTE LORION - Savigny-sur-Orge.

BANLIEUE EST
GAGNY - NEUILLY-SUR-MARNE
Groupe anarchiste Sacco-Vanzetti.

BANLIEUE NORD
GROUPE ANARCHISTE - Aulnay - Sevran.

NORD DES HAUTS-DE-SEINE
GROUPE MALATESTA
(Asnières, Colombes, Gennevilliers, Clichy, Bois-Colombes, Levallois, Courbevoie, Villeneuve-la-Garenne).

ASNIERES
GROUPE LA-BOETIE
Se réunit les 2^e et 4^e mercredis du mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 h 30.

SOMM
N° 232
EDITO
— Presse et
EN DEHORS
— En notre
par P.-V.
— Attention,
par Bern
— Du sport,
par B. L.
SOCIETE EN
— Si demai
par le G
— Saint Por
par L. B.
ECHOS DES
— Lutte ant
par la Li
— Une étran
par S. I. A.
— La lutte
par Elisab
PRESENCE
— L'Expo «
par Ama
LA C. N. T.
— Meeting
espagnol
LE DOSSIE
— Vers la
par Rola
NOUVELLE
— Informat
VOIR CLAI
— Les « dr
par Mori
PROSPECT
— Les Cha
pas vers
par Jean
ARTS, SPE
— Living T
masochi
par Mar
— A propo
par Nico
— Jacques
plus
par Mic
LA PEDAG
— Pédagog
par Mar

à
LIBRA
Compte pe
France :
6 numéros
12 numéros
Sous pli fer
6 numéros
12 numéros

B
Nom : ...
Prénoms :
Adresse :
.....
.....
.....
A partir du
☐ Abonne
☐ Réabo
Joignez le
☐ Chèque
☐ Chèque
☐ Mandat
Pour tout
un franc e

SOMMAIRE

N° 232

AVRIL 1977

EDITO
— Presse et liberté d'opinion 3

EN DEHORS DES CLOUS
— En notre âme et conscience 4
par P.-V. Berthier
— Attention, publicité ! 4
par Bernard Lanza
— Du sport, ça ? 4
par B. L.

SOCIETE EN MIETTES
— Si demain la Gauche 5
par le Groupe libertaire Fresnes-Antony
— Saint Ponia, délivrez-nous ! 5
par L. B.

ECHOS DES LUTTES SOCIALES
— Lutte antinucléaire dans le Cotentin 6
par la Liaison Coutances
— Une étrange affaire 6
par S. I. A.
— La lutte des travailleurs sociaux 6
par Elisabeth

PRESENCE ANARCHISTE
— L'Expo « Espagne 36 » à La Rochelle 7
par Amapola

LA C. N. T. DANS LES LUTTES
— Meeting de soutien à la C. N. T. et à l'anarchisme espagnol 8-9

LE DOSSIER DU MOIS
— Vers la suppression de la conscription 10
par Roland Desrats

NOUVELLES DE L'ETRANGER
— Informations internationales 11

VOIR CLAIR ET PARLER NET
— Les « droits de l'homme » et ceux de l'homme libre. 12
par Morisco

PROSPECTIVES
— Les Chantiers Autogérés de Picardie : un nouveau pas vers l'autogestion ! 13
par Jean-Michel et Pierre

ARTS, SPECTACLES
— Living Theatre : Sept méditations sur le sado-masochisme politique 14
par Marie-Louise et Olivier
— A propos de Jean-Pierre Marchand 14
par Nicole
— Jacques-Emile Deschamps : une voix qu'on n'oublie plus 14
par Michèle Lanza

LA PEDAGOGIE EN QUESTION
— Pédagogie libertaire ou antiautoritaire 15
par Marie-Madeleine Hermet

PRESSE ET LIBERTE D'OPINION

Les libertés, beaucoup en parlent mais peu les respectent, à commencer par ces gens dont — ô comble de bizarrerie ! — c'est le métier que d'informer les autres. En vérité, si nous n'ignorons pas que l'objectivité est une formule vide de sens ou plutôt trop chargée d'objectifs multiples, nous souhaiterions que les pisse-copie écrivent au moins avec l'impartialité et l'honnêteté qui s'imposent.

Allez donc les voir un jour pour leur porter des informations d'une certaine gravité. Ils ne vous recevront pas et vous demanderont de les transmettre à l'A.F.P. (Agence France Presse) qui les leur communiquera... Au mieux, ils n'en parleront que si l'affaire prend ou risque de prendre une certaine ampleur et que, poussés par la concurrence, ils préféreront être les premiers pour des raisons commerciales évidentes.

Hormis quelques rares cas exceptionnels, d'ailleurs et comme de bien entendu ayant trop souvent trait au terrorisme, notre mouvement est entouré d'un mur du silence particulièrement révélateur de cette situation que nous condamnons.

La preuve en est, par exemple, ce blocus concernant les informations venant d'Espagne où ne filtrent que celles qui ont trait au pouvoir carliste ou à son opposition politique conformiste. Les autres mouvements, dont le mouvement libertaire et cénétiste en plein essor, sont exclus des rampes de l'actualité. Ainsi et sans dépasser nos frontières, nous pourrions citer maints exemples pour démontrer cet esprit tendancieux et ségrégationniste de tous ces maniaques du stylo.

Ce n'est pas un hasard s'il a été constaté, à travers des pointages, un accroissement de 20 à 30 % de l'information économique dans les journaux télévisés depuis la mise en place du Plan Barre. En parfaites mauvaises langues, nous dirons qu'il s'agit d'une bonne œuvre de conditionnement à l'égard des ménages qui, comme chacun sait, regardent dans leur grande majorité les informations du petit écran. Ce n'est pas un hasard non plus si, épisodiquement, et ce fut le cas des dernières semaines, on entretient à partir des mass-media un climat de psychose et de terreur à l'égard des violences individuelles que secrète le système ou des attitudes et des commentaires favorisant la perpétuation de cette mesure immonde qu'est la peine de mort.

Ceci, nous le savons et ne cessons de le répéter parce que nous paraissant important et particulièrement grave quant au libre exercice et à la libre expression des libertés. Nous restons persuadés que les journalistes portent une lourde responsabilité en ce domaine.

C'est pour faire face à une telle situation que notre Fédération a pris cette lourde et impérative décision de mettre sur pied un journal hebdomadaire qui devra répondre à l'attente et aux besoins de tous ceux, libertaires ou non, qui ont assez de cette situation de dépendance vis-à-vis des grands moyens d'information, peu scrupuleux de leur rôle en la matière.

C'est donc à une grande aventure que nous vous convions à participer, car il faudra bientôt, dès que possible, compter avec notre journal pour disposer d'autres informations, celles que tous les « grands » refusent et boycottent et qui font partie des problèmes quotidiens de lutte et d'espoir de nombreuses catégories et couches sociales exploitées et spoliées... D'autres informations, bien plus importantes que les pirateries des aéroplanes politiques, que les vols à la tire ou les vols violés qu'on place à la une.

Sans rechercher l'originalité à tout prix, la démagogie ou l'activisme facile, l'obsession de vendre n'importe quelle information spectaculaire, le **Monde Libertaire** hebdomadaire continuera à poser les questions du mensuel et à dégager les solutions libertaires. Il servira de relais et d'amplificateur aux luttes émancipatrices des hommes et des femmes en butte à l'oppression et à la répression.

L'hebo, c'est pour bientôt ! Mettons encore un peu la main à la pâte. Vous pouvez et devez nous y aider !

AMIS LECTEURS

«Le Monde Libertaire» hebdomadaire en octobre !

Dans le dernier numéro du Monde Libertaire, nous vous disions notre impossibilité de sortir l'hebdomadaire en mars et notre décision de reporter sa parution au mois d'octobre. Vous en connaissez les raisons évidentes : il nous faut 350.000 F pour les trois premiers mois de parution avant d'équilibrer notre budget. Or le montant de la souscription n'atteint pas encore la somme demandée.

Pour lancer l'hebdomadaire en mars, il nous aurait fallu réunir en trois mois cette somme. Et nous avons pensé que l'activité militante des camarades serait entièrement absorbée par l'effort de distribution que nous devons fournir à la sortie de l'hebo et qu'au bout de trois mois nous nous serions trouvés en difficulté.

C'est une solution de sagesse que nous avons adoptée. Bien qu'elle contrarie notre espoir de voir le Monde Libertaire hebdomadaire sortir en mars, notre enthousiasme ne faiblira pas et nous savons qu'en poursuivant l'effort que nous avons déployé jusqu'à aujourd'hui, le MONDE LIBERTAIRE sera HEBDOMADAIRE en OCTOBRE. La poursuite du mensuel pendant ces derniers mois devra nous permettre d'organiser des journées de soutien à notre titre, d'acheter le matériel et de louer les locaux nécessaires au fonctionnement régulier de l'hebo. En outre, nous pourrions poursuivre notre campagne de publicité et l'amélioration de la diffusion de notre mensuel. Nous allons, dans les mois qui viennent, diffuser deux fois plus d'exemplaires que nous n'en diffusons en septembre.

Dès ce numéro, nous lançons une campagne d'abonnement au Monde Libertaire hebdomadaire. Vous trouverez en page 16 de ce journal un bulletin à nous renvoyer accompagné de votre règlement. Ces abonnements sont indépendants des abonnements au mensuel et prendront effet au mois d'octobre.

La rentrée d'argent des abonnements cumulée avec les souscriptions qui doivent rester de l'ordre de 20.000 F par mois, vont nous amener en octobre à la conclusion positive d'un combat d'une année pour le triomphe de l'anarchie.

Les Administrateurs :
François GARCIA, Léopold TAMAMES.

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à
LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

PRIX DE L'ABONNEMENT

France :	Etranger :
6 numéros 20 F	6 numéros 30 F
12 numéros 40 F	12 numéros 60 F
Sous pli fermé :	Par avion :
6 numéros 30 F	6 numéros 39 F
12 numéros 60 F	12 numéros 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :
Prénoms :
Adresse :
Code postal :

A partir du numéro Inclus
 Abonnement
 Réabonnement
Joignez le règlement à votre demande :
 Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre
Pour tout changement d'adresse joindre la dernière bande et un franc en timbres.

SI DEMAIN LA GAUCHE...

Le Parti socialiste fait son chemin. Tournants à droite, tournants à gauche, toute la classe politique se trouvait d'accord pour dire à Epinay que le nouveau Parti socialiste se forgeait un visage neuf, révolutionnaire, qui devait ruiner l'encombrante et la vieille S.F.I.O. C'est vrai que le P.S., dans ses tournures de phrase, avait évolué, qu'il avait su adapter sa politique aux nouvelles aspirations populaires; c'est vrai aussi que le P.S. restait fondamentalement ce qu'il a toujours été : un parti réformiste, social-démocrate.

A la Fédération Anarchiste, nous disions que les « assises du socialisme » n'étaient que poudre aux yeux qu'alors le P.S. tentait de récupérer pour les galvauder toutes les luttes profondément libertaires et populaires naissantes telles que le Joint Français, le Larzac, puis plus tard Lip, Cerisy, Manuelt, Pédernac et d'autres encore. On nous disait aussi que le P.S. ce n'était quand même plus comme avant : il faisait alliance avec le P.C. rompait avec la bourgeoisie, se débarrassait du Centre dans les Conseils municipaux, etc. Bref, le P.S. commençait à parler d'autogestion, de socialisme à visage humain. Mais nous restions toujours fermes à la Fédération : le P.S. au pouvoir ne peut mener que la même politique que celle que mène la bourgeoisie en ce moment. Il restait encore des

sceptiques, mais qui n'ont plus de raison de l'être aujourd'hui avec la parution du nouveau bouquin de Defferre.

Ce livre intitulé *Si demain la Gauche* se présente sous la forme d'une interview. Pierre Desgraupes interroge Gaston Defferre sur ce que compte faire précisément la gauche une fois au pouvoir. Defferre y répond avec clarté et sur ce point-là, nous lui rendons hommage car il a l'honnêteté de ne pas faire de démagogie.

LA NOUVELLE ECONOMIE SOCIALISTE.

Pour Defferre et ses amis « socialistes », rien ne va fondamentalement changer. Ce qu'il reproche à Giscard depuis 1974, c'est de mener « une politique non pas libérale, mais dirigiste » et qui « porte atteinte à la libre entreprise, à la concurrence et au pluralisme ». Parce que, selon Defferre, le rêve économique pour une société socialiste, c'est le libéralisme et rien d'autre. Rien ne va fondamentalement changer, car « le programme commun maintient le pluralisme économique, la propriété privée des moyens de production, l'économie de marché, le capitalisme ». Cela est amplement expliqué aux chapitres 4 et 5... « Il

se situe sans équivoque possible dans le cadre de ce qu'on appelle sa société de marché, et même la société de consommation, bref — appelons les choses par leur nom — la société capitaliste. Je vais sans doute décevoir quelques lecteurs en disant cela, mais il faut que les Français sachent ce qui les attend ». Merci Defferre, le plan Barre et demain le plan Rocard, on connaît.

Comme vous pouvez le constater, Defferre a de très bizarres conceptions socialistes pour détruire le capitalisme. Defferre s'attaque-t-il aux structures mêmes de la société ? A l'évidence non, mais pourtant cela ne l'empêche pas de faire des reproches à ses camarades suédois qui « pensent pouvoir y arriver (au socialisme) par d'autres méthodes que les nôtres, sans s'attaquer directement aux structures de la société ». Parce que maintenir l'économie de marché, maintenir le capitalisme, ça, c'est s'attaquer aux structures de la société ! Et Defferre nous fait encore plus sourire quand il dit, apparemment sans peur de se contredire, que son programme « est en rupture avec le capitalisme ».

Alors, nouvelle économie socialiste ? Comme Defferre, appelons les choses par leur nom : économie marchande qui maintient l'exploitation et qui ne remet nullement en

cause ni la production, ni le profit en tant que tel, et encore moins les formes de gestion à l'intérieur des entreprises.

L'AUTOGESTION.

Un des chevaux de bataille du P.S. actuellement, c'est l'autogestion. Defferre, à juste titre, constate que la revendication autogestionnaire en elle-même est bien plus vieille que 1968, mais Proudhon comme Bakounine, Defferre ne connaît pas. Par contre, la cogestion, il connaît et il la connaît d'autant plus que lui-même est un grand camarade d'Helmut Schmidt. C'est ainsi qu'il écrit : « L'autogestion que nous préconisons est à l'opposé du collectivisme ». On perçoit somme toute un réflexe assez normal, puisqu'il reproche sans cesse à la droite de dire « la gauche, c'est le collectivisme ». Il a raison Defferre, mais à aucun moment dans son livre il n'en donne une définition.

Et pourtant, le collectivisme, qu'est-ce que c'est ? Pas besoin d'être un cadre du P.S. pour répondre. Simplement, dans une société de type collectiviste, les moyens de production appartiennent à ceux qui travaillent et appartiennent à la collectivité travailleuse. C'est ce que nos camarades espagnols ont fait en 1936 et c'est ce qu'illustre la maxime que le mouvement anarchiste avait fait sienne : « l'usine aux ouvriers, la terre aux paysans ». Et comme il ne fait pas bon aujourd'hui de se dire collectiviste, Defferre déclare que l'autogestion, ça n'a rien à voir avec le collectivisme ! Si dans dix ans le mot revient, le P.S. sera certainement collectiviste !

On voit mal comment on pourrait faire de l'autogestion sans faire en même temps du collectivisme. Pourtant, il y a des gens qui pensent que c'est possible, tel Defferre. L'ouvrier dans l'entreprise autogérée « participera, à son niveau, aux décisions de l'entreprise et, en particulier, à celles qui concernent l'organisation de son propre travail ». Mais le patron reste et Defferre de renchérit : « Rien n'est pire, dans une entreprise, qu'un pouvoir divisé. Le pouvoir ne se divise pas ».

Alors, qui décidera ? Defferre y arrive : « L'autogestion ne doit donc pas consister en ce que chaque individu, ou chaque groupe d'individus qui travaille dans l'entreprise décide à tout bout de champ de ceci ou de cela. Elle consiste à faire en sorte que chaque individu participe à la discussion, soit consulté, mais qu'ensuite celui qui est chargé de conduire la discussion, celui qui est au sommet, soit seul responsable de l'exécution des décisions, sans qu'elles puissent être remises en cause à tout moment. On le constate dans la vie, au gouvernement comme dans l'entreprise. Quand il s'agit d'une décision courante, c'est à celui qui est compétent qu'il revient de statuer à son échelon, mais quand une décision très grave est à prendre, en définitive on se tourne toujours vers celui qui est au sommet ».

La belle autogestion que voilà ! Pour Defferre, il faut que le « chef d'entreprise puisse jouer son rôle ». Et s'il ne le joue pas, Defferre va pleurer car « que restera-t-il sinon pour le chef d'entreprise de ce sentiment de responsabilité qui lui est essentiel ? ». Pauvres patrons ! On voit donc clairement où se trouvent les intérêts des travailleurs : chez le patron, dans l'initiative privée. Le même langage que Giscard !

UNE FOIS LA GAUCHE AU POUVOIR, ATTENTION AUX DEBORDEMENTS !

Selon Defferre, ces idées sont très avancées et il leur faudra donc du temps pour s'exprimer pleinement. En cas de victoire de la gauche, ce sera une véritable explosion de joie, mais qu'il faudra contenir car « vous savez qu'il existe en France — depuis mai 68 — des groupes de jeunes gauchistes qui ont un véritable génie verbal qu'ils utilisent pour tenter de provoquer le désordre en toute occasion. Ils sèment et encouragent l'anarchie dans les esprits et parfois dans les faits ».

Mais Defferre n'y croit pas véritablement, car « On n'a jamais vu, en revanche, sous un gouvernement de gauche, cette espèce de génération spontanée et de mouvements revendicatifs se déployant, en quelque sorte, contre les syndicats. Pourquoi ? Parce que les gouvernements de gauche ont un autre comportement que les gouvernements de droite à l'égard des masses populaires. Ils ont leur confiance ». Allez donc demander aux éboueurs de Marseille contre lesquels Defferre a envoyé ses C.R.S. si les gouvernements de gauche ont un autre comportement que les gouvernements de droite !

Defferre est vraiment bien placé pour en parler, et à cette occasion, il ferait bien mieux de se taire. Et lorsqu'il écrit qu'il « suffirait par exemple que, dans les facultés, dans les lycées mêmes, la police pousse les gauchistes à des actions violentes comme on en a déjà connues, pour que cela effraye les Français », là encore il ferait mieux de se taire parce que 1968, un coup monté par les flics, le personnage va un peu loin !

Et il va même encore plus loin dans ce qu'on peut véritablement appeler la crapulerie. En effet, pour lui, « il y a un autre aspect de la question autrement important, c'est celui de l'existence de véritables anarchistes, fanatiques et prêts à tout. Prenez le cas du garçon qui a tué le président du Crédit Lyonnais ». Et Defferre de reprendre en chœur les saletés déversées par les journalistes, d'assimiler l'acte désespéré de Biskit à la propagande du mouvement anarchiste organisé.

Ce livre arrive à point nommé. Au moment où la gauche s'apprête à s'emparer des rênes du pouvoir, il fallait qu'elle nous donne un programme et qu'elle réponde à certaines questions. Elle y a répondu. Plus que jamais, les travailleurs doivent savoir ce qui les attend en donnant un chèque en blanc à Mitterrand.

Aujourd'hui plus encore qu'hier, sachons qu'il n'est pas trop tard pour s'organiser. Il y a de notre avenir, de votre avenir. Au moment où surgissent des échéances politiques de plus en plus rapprochées, il faut que le mouvement libertaire soit prêt à intervenir. Il ne faut pas louper le coche. Une révolution écrasée dans le sang au Chili parce que la gauche refusait d'armer les travailleurs, une révolution perdue au Portugal, les Berufsverbot en Allemagne... La gauche a fait assez d'erreurs pour être à même d'en faire d'autres. Il faut en finir avec les valets du Capital et de l'Etat, il faut dénoncer nos futurs exploiters ! Solidaires, OSONS LUTTER, OSONS VAINCRE !

Groupe libertaire Fresnes-Antony.

SAINT PONIA, DÉLIVREZ-NOUS !

Jusqu'au début de l'année dernière, Frédéric Delecour, c'était ce que les naïfs appellent un « bon patron ». Sa petite entreprise de céramique, dans la banlieue de Tourcoing, il la voyait comme une grande famille, tout le était, lui, le père et le chef. Avec ses 95 salariés (une soixantaine de Maghrabins et trente européens), il n'avait pas de problèmes majeurs... Que demander de plus ? Seulement, il y a un peu plus d'un an, une section syndicale C.G.T. est créée dans l'usine, et tous les ouvriers immigrés y adhèrent, excédés par les discriminations dont ils sont les victimes, notamment en matière de primes de fin d'année, que le « généreux » patron attribue arbitrairement aux seuls membres de son personnel dont il est « satisfait » (et ce sont tous des Français, comme par hasard !). L'arrivée en juin 1976 d'un nouveau directeur, Alain Laffitte, n'est pas de nature à arranger les choses. Pour cet individu, avec les Arabes, il n'y a qu'une méthode payante : le coup de gueule. Alors, évidemment, le climat ne cesse de se détériorer, les incidents se multiplient, et lorsque la grève éclate pour réclamer un troisième mois de salaire, ainsi qu'un plus juste calcul des heures supplémentaires, les soixante immigrés de chez Delecour trouvent en face d'eux, non pas seulement le P.-D. G. qui affirme que ses ouvriers ne sont pas là « pour faire de la politique, mais pour travailler », mais aussi les

treinte non-grévistes européens qui, sans la moindre hésitation, prennent fait et cause pour leur « cher » patron.

L'un de ces « collabos », un chef d'équipe, explique les raisons de sa vertueuse indignation : « Ils réclament tout le temps. En septembre, ils ont déjà eu 3% d'augmentation après une grève, et maintenant ils remettent ça ». Et il ajoute, réellement scandalisé : « Je connais beaucoup de Français en chômage qui seraient bien contents d'avoir leur paye. Eux, en plus, ils sont logés et chauffés gratis. Alors, vraiment, ils n'ont pas à se plaindre ». Et ils ne s'en tiendront pas à ce verbiage creux et moralisateur, ces braves travailleurs « bien de chez nous », tout fiers de jouer peureusement les « jaunes ». Ils ne se feront malheureusement pas prier, ces honnêtes citoyens, pour approuver et signer cet infâme télégramme, adressé au nom du « personnel européen » de l'usine Delecour, à Michel Poniatowski, ministre de la Police. Ce texte raciste et grotesque leur a été inspiré par Laffitte, leur directeur « musclé ». C'est en son genre un chef-d'œuvre de crapulerie et de bêtise, jugez-en plutôt :

« Au nom des trente-deux salariés non grévistes de notre entreprise, nous vous prions de bien vouloir vous pencher sur notre cas... Nous ne vultons pas, par la seule volonté de travailleurs étrangers, nouveautés

par le P.C. et la C.G.T., en grève non motivée depuis près de trois semaines, nous retrouver au chômage... Renvoyez, comme vous l'avez promis, ces fauteurs de troubles dans leur pays d'origine ». En bref, ça pourrait se résumer à cette simple phrase : « Grand Saint-Ponia, délivrez-nous de ces maudits bougnouls, semeurs de pagaille ! »

On a envie de crier de rage et de dégoût devant un pareil monument de lâcheté et de haine raciale, et après l'avoir lu, on mesure mieux aussi l'aveuglement de nos intellectuels « gauchistes », qui voudraient toujours nous présenter la classe ouvrière comme une masse unie, homogène, toujours prête à se révolter, et seulement freinée, retenue de faire la révolution par une bureaucratie syndicale traitresse, vendue au patronat. La réalité est bien plus complexe, nous ne la savons que trop, et si la politisation des syndicats ouvriers (qui entraîne leur dégénérescence) représente, à n'en pas douter, un sérieux obstacle à une rapide évolution de la prise de conscience par les travailleurs de leur exploitation, elle n'est pas, et de loin, l'unique cause de la survie du système capitaliste et de la société de classes. Des préjugés moyenâgeux, absurdes et criminels, comme par exemple le racisme, cette gangrène, n'y contribuent pas peu, hélas !

L.B.

A paraître prochainement **LA RUE N° 23**

En vente à Publico

Prix : 15 F

LUTTE ANTINUCLÉAIRE DANS LE COTENTIN

Sur les falaises de Flamanville, le printemps s'annonce, cette année, particulièrement florissant. En effet, aux reflets jaunes des genêts, bleus des jacinthes, blancs des au-bépines se mêlent les leurs blafardes et inquiétantes des crosses de fusil et des casques à visières...

RETOUR EN ARRIERE

Avant même la fin des études d'impact sur l'environnement, avant même la publication du tracé des couloirs de ligne (250 mètres de large vers Caen et vers Rennes), et avant même la sortie de la Déclaration d'Utilité Publique, E.D.F. sous la pression du nouveau sous-préfet nommé par le gouvernement, rentre une nouvelle fois dans l'illégalité en commençant les travaux préliminaires qui prévoyaient le dérochement de 25.000 mètres cubes de granit.

Le mardi 8 mars, très tôt le matin, les engins reviennent à la charge, accompagnés non de majorettes en fleurs, mais de cent cinquante gardes mobiles (il y en avait trois cents autres parqués plus loin, prêts à intervenir). Les occupants ne peuvent que céder leur place à ces nouveaux arrivants.

ra-t-elle l'information des agriculteurs de la Manche. Après le veau aux hormones, à quand le beurre aux atomes ?

Le dimanche suivant, près de trois mille personnes manifestent à l'appel du C.R.I.L.A.N. (1) soutenu par le C.D.J.A. (2), les Amis de la Terre et l'Union départementale C.F.D.T. Le lundi matin, trois cents militants antinucléaires interrompent un nouvel essai de démarrage des travaux.

C'est alors que commence une occupation du site qui devait durer trois semaines. Les occupants dont les effectifs se gonflent sérieusement en fin de semaine (200 à 300 chaque week-end) reçoivent de nombreuses visites quotidiennes : sympathisants, membres de l'entreprise de dérochement, membres d'E.D.F., la gendarmerie locale, journalistes (FR 3), des curieux et même... des pronucléaires de la région abusés par la question de l'emploi (la centrale de Fessenheim n'a apporté que quinze emplois à la population locale).

Le mardi 8 mars, très tôt le matin, les engins reviennent à la charge, accompagnés non de majorettes en fleurs, mais de cent cinquante gardes mobiles (il y en avait trois cents autres parqués plus loin, prêts à intervenir). Les occupants ne peuvent que céder leur place à ces nouveaux arrivants.

Le mardi 8 mars, très tôt le matin, les engins reviennent à la charge, accompagnés non de majorettes en fleurs, mais de cent cinquante gardes mobiles (il y en avait trois cents autres parqués plus loin, prêts à intervenir). Les occupants ne peuvent que céder leur place à ces nouveaux arrivants.

militaire. Depuis l'arrivée des gardes-mobles en armes sur le site, sur les falaises et même dans certains champs (gênant par-là même le travail des agriculteurs et la libre circulation sur les chemins), les travaux battent leur plein, bien que les ouvriers aient dénoncé la présence des flics. Les anciens du pays croient revoir certaines scènes de l'occupation nazie !

Vingt-quatre heures après l'occupation par les forces de l'ordre, la réponse des antinucléaires allait se traduire par une manifestation non violente dans le centre de Cherbourg à laquelle participèrent deux mille personnes. Au cours de celle-ci, deux agriculteurs et un mineur furent « brillamment » arrêtés ; ils devaient être libérés une heure plus tard après un sitting des manifestants devant l'hôtel de police.

Tout comme l'arrivée des flics a ouvert les yeux à beaucoup, tout comme une information sur les couloirs de ligne (750.000 volts) sortira de leur torpeur un bon nombre d'agriculteurs non encore mobilisés (ceux de la F.D.S.E.A. (3) notamment), il est flagrant que les antinucléaires sont en train de réussir la popularisation de leur lutte et sa transformation en action de masse. Aussi un grand rassemblement est-il prévu le dimanche de Pâques (10 avril). Les membres de la Manche de la Fédération Anarchiste appellent tous leurs sympathisants à s'y rendre.

Liaison Coutances

- (1) Comité régional d'Information et du Lutte antinucléaire.
(2) Comité départemental des Jeunes Agriculteurs.
(3) Fédération départementale des Syndicats des Exploitants agricoles.

POUR UN PRÉNOM

Vous avez un enfant. Vous voulez lui donner un prénom « illégal », on vous le refuse, on vous menace. Science-fiction ? Sûrement pas puisque c'est arrivé à un couple de Puteaux, appelons-les Louis et Françoise. Louis et Françoise désiraient donc prénommer leur fils Makhno en souvenir du mouvement anarchiste ukrainien dont il fut l'un des animateurs.

Premier acte. La mairie de Puteaux refuse le prénom et menace de poursuivre le chef de famille pour non-déclaration d'enfant (entre 10 jours et un mois ferme de prison).

Deuxième acte. Le procureur-veut convoquer les parents au Tribunal de Grande Instance de Nanterre afin que leur fils se voie attribuer un prénom d'office.

Le troisième acte n'est pas encore joué, mais pour l'instant Makhno est inscrit sur le registre de l'Etat civil sans prénom. En soi,

le fait que l'enfant s'appelle Pierre ou Paul n'est pas important. Ce qui est grave, c'est que toute la magistrature, par son Code Civil, puisse interdire tel prénom.

C'est la raison pour laquelle Louis et Françoise ont l'intention de continuer jusqu'au bout et de mener l'affaire sur un terrain politique. Comme ils le disent, c'est dès maintenant qu'il faut agir. Aujourd'hui, si le prénom ne plaît pas, on vous en impose un. Demain, avec une telle ingérence de l'Etat dans des affaires concernant strictement les individus, tout peut arriver. C'est cela la société de « Justice » et de « Liberté », c'est cela la société libérale avancée.

Si vous êtes dans le même cas que Françoise et Louis, vous pouvez vous mettre en contact avec eux en nous écrivant au Monde Libertaire, Comité de Lecture, qui transmettra.

LA REDACTION

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Jeu 3 mars, plusieurs centaines de travailleurs sociaux en formation ont manifesté dans les rues de Paris pour protester contre l'action sociale du gouvernement et réclamer l'abrogation de l'arrêté réformant l'examen du diplôme d'assistant social, signé le 10-1-1977 par René Lenor, secrétaire d'Etat à l'Action sociale.

Cette réforme entre dans le cadre beaucoup plus large de la politique du ministère de la Santé, qui nous concerne TOUS. Par l'intermédiaire des D.D.A.S.S. (Directions départementales de l'Action sociale et sociale, sous l'autorité du préfet), l'Etat sous prétexte de rentabilité et d'efficacité, met en place tout un système d'informatisation des données sanitaires et sociales de la population.

Pour être opérante, cette politique de fichage a besoin d'agents de renseignement serviles. Or, la réforme, en instaurant à l'examen une sélection fondée sur les connaissances théoriques en législation, tend à faire des futurs assistants sociaux de purs techniciens, appliquant la loi sans remettre en question les structures sociales et économiques de notre société. De plus, la présence dans le jury d'un cadre administratif de la D.A.S.S. renforce la tutelle de l'administration et de l'Etat sur les travailleurs sociaux.

Cette menace d'encadrement et de contrôle concerne également l'ensemble de la population. L'opération

AUDASS (Automatisation des Directions départementales d'Action sanitaire et sociale) permet maintenant de mettre tous les bénéficiaires de l'aide sociale sur ordinateur. L'opération GAMIN (Gestion automatisée de Médecine infantile) vise, quant à elle, le fichage systématique de tous les enfants par le biais de la P.M.I. (Protection Maternelle et Infantile). Les certificats de santé du 8^e jour et des 9^e et 24^e mois, nécessaires pour toucher les allocations post-natales, comportent une multitude de renseignements médicaux et sociaux, qui sont mis sur ordinateur. Celui-ci sélectionnera un certain nombre d'enfants « à surveillance prioritaire » ou « à risque » suivant des critères médicaux qui vont du cri retardé au périmètre crânien, en passant par le poids et la taille, et des critères sociaux : enfants de couples concubins, de salariés agricoles, de manœuvres, de femmes de ménage, d'étudiants, de militaires du contingent, d'étrangers, d'artistes, etc.

Les travailleurs sociaux refusent de servir d'indicateurs. Ils refusent également de gérer les conséquences d'une politique fondée sur l'inégalité sociale et économique. Leur lutte ne peut s'inscrire que dans le cadre de la destruction des causes de ces inégalités, pour la construction d'une société libertaire.

ELISABETH

UNE ÉTRANGE AFFAIRE

En date du 25 octobre 1976, nous avons envoyé une lettre à M. le Président de la République, à M. le Ministre de la Justice, à M. le Garde des Sceaux, ainsi qu'à M. Le Juge d'Instruction chargé du procès du soi-disant G.A.R.I.I.

Le texte de la lettre est le suivant :

« M. le Président de la République,

Notre Association Solidarité Internationale Antifasciste se décide à intervenir auprès de vous en qualité de Président de la République à propos des affaires dans le cadre desquelles sont inculpés Mario Inès Torrès, Miguel Camilleri et Jean-Marc Rouillan, ex-membres des G.A.R.I.I.

Il nous est apparu que les mobiles de ces jeunes gens étaient liés à la situation politique en Espagne à l'époque des faits qui leur sont reprochés et à la lutte menée par tous les antifascistes contre le régime franquiste.

De surcroît, l'exécution de Puig Antich n'a pas été étrangère à leurs motivations.

Il nous paraît évident qu'ils ont mené un combat réellement antifasciste. C'est pourquoi nous entendons protester contre le fait qu'ils soient aujourd'hui considérés comme étant des délinquants de droit commun,

alors que pendant dix-huit mois, le caractère politique de leur action a été reconnu.

Faut-il ajouter qu'en Espagne, malgré la situation politique toujours aussi répressive, des membres des ex-G.A.R.I.I. ont bénéficié d'une mesure d'amnistie, tandis qu'en France, pays de la démocratie par excellence, on détient en prison ces trois jeunes gens ? On n'ose pas penser que si ces jeunes gens avaient disposé des moyens et des amis qui auraient pu mener une campagne de presse, ils auraient peut-être déjà bénéficié des enlargissements qu'ont obtenu d'autres détenus, accusés de faits bien plus graves que ceux qui sont reprochés à Inès, Camilleri et Rouillan.

En conséquence, nous nous permettons de vous demander de bien vouloir examiner leur situation avec bienveillance.

Nous espérons que vous voudrez bien prendre notre requête en considération et nous vous prions d'agréer, M. le Président de la République l'expression de notre haute considération.

A cette lettre, nous n'avons reçu qu'une réponse, celle de la Présidence de la République, dont voici le contenu :

« M. le Président (de S.I.A.),

M. le Président de la République a bien reçu votre lettre en date du 25 octobre 1976, au sujet de l'inculpation de MM. Mario Inès Torrès, Miguel Camilleri et Jean-Marc Rouillan.

Chargé de vous en accuser réception, je dois vous rappeler que le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs exclut toute intervention du Chef de l'Etat dans une affaire dont la justice est saisie.

Je vous prie d'agréer, M. le Président, l'expression de mes sentiments distingués ».

Nous considérons que ces faits sont aussi révoltants qu'incompréhensibles. On retient en prison, sans les juger et sans leur accorder même le bénéfice de la liberté sous caution, trois jeunes gens qui n'ont rien fait de grave. Qui plus est, d'autres inculpés dans la même affaire sont en liberté depuis longtemps.

Nous croyons que ces faits doivent être connus de l'opinion publique et que cette situation anormale doit avoir une issue.

Pourquoi ne juge-t-on pas Mario Inès Torrès, Miguel Camilleri et Jean-Marc Rouillan ?

Pourquoi ne sont-ils pas libérés, s'il n'y a pas matière à Jugement ? Solidarité Internationale Antifasciste

EN VENTE A PUBLICO VOYEZ COMME ON DANSE (Goualantes)

par Guy THOMAS

PRIX : 18 F

L'Expo "Espagne 36" à La Rochelle

L'expo « ESPAGNE 36 » a été présentée, du 6 au 22 janvier, à la Maison municipale des Jeunes de La Rochelle.

C'est une exposition composée de 25 panneaux de 1,70 x 1,50 m, regroupant photos, documents, explications détaillées sur les réalisations sociales en Espagne durant la période de la Révolution de 1936 à 1939.

Chaque panneau regroupe les informations concernant un secteur déterminé des socialisations réalisées, tel que les milices, l'industrie alimentaire, l'industrie socialisée du lait (composée de plusieurs unités) à Barcelone — quatre usines de réfrigération et de pasteurisation, une section chevière, une section de transports et bureaux centraux d'industrie hors Barcelone, la ferme « Germinal » avec ses sept stations réceptrices et réfrigérantes; les régions de Valles, Vich, et Gerona; une usine à Olot.

Collectivités agricoles. Celle de Aytona, composée de quinze familles au début (ce nombre tripla par la suite). Celle de Tamarita (Huesca, Aragon) où neuf cents familles prirent possession des terres, pour les travailler en commun. Les médecins s'intégrèrent à la collectivité, ainsi que les trois pharmacies; petites industries et commerces furent socialisés. Les collectivités d'El Besos, Segorbe, Monzon, de la Nouvelle Aurore, Ribas Del Panades, Binaced, la collectivité de Tomelloso (ville libre) comprenant 24 groupes, de 50 ouvriers chacun.

L'industrie. Gaz et énergie électrique; l'industrie métallurgique (fabrication par les travailleurs de leur propre matériel de guerre et réparation des fusils). Industries du verre, chimique; industrie textile de Tarrasa et Valence. Papeteries, ateliers de tannerie collectivisés; l'industrie du bois, la santé, les transports, la presse, l'école nouvelle,

les enfants à travers les colonies (Ascaso-Durruti, Spartacus). La guerre: Madrid, Guernica, etc. La presse libertaire d'hier et d'aujourd'hui, les réfugiés espagnols en France, les camps de concentration (Argelès, Mathausen)...

Il n'est vraiment pas possible de donner plus de détails sur cette expo, tant elle est fournie. Chaque secteur est commenté avec précision, documents d'époque et photos ne manquent pas; chaque collectivité nous renseigne sur le nombre des travailleurs la composant.

Cette expo se veut un exposé complet de la vie économique de ces collectivités, leur alimentation, leur habillement. Chaque collectivité fournit l'explication de l'organisation qui lui est propre. Il est intéressant de noter comme ces expériences ont été importantes quant au statut social et économique de la femme. La femme est présente dans tous les domaines: milices, collectivités

industrielles ou agricoles. Dans certains endroits, on note encore certaines restrictions quant à cette égalité. A Alginet, la femme touche 3 pesetas, les hommes 5 pesetas; par contre, dans la collectivité de Monzon, les femmes jouissent des mêmes droits que les hommes. Elles apportent leur travail aux champs lors des récoltes, aux magasins, aux ateliers de couture; les salaires sont de 5 pesetas par célibataire (homme ou femme), 9 pesetas pour un couple. Ici la femme trouve sa place d'individu à part entière. Dans le cadre de cette expo, la Maison Municipale des Jeunes avait organisé diverses soirées.

Vendredi 7 janvier: nous avons eu le plaisir de vivre avec lui, les chansons de Serge UTGE ROYO. Il faudrait trouver d'ailleurs un autre mot pour parler de cette expression

sociales mises en pratique par ces mêmes miliciens qui combattaient au front. Quant au film lui-même, certains détails ne trompent pas sur les sympathies de l'auteur. Un débat qui n'avait pas pour but de discuter de celui-ci mais des réalisations sociales en Espagne, fut donc entamé par quelques mises au point. L'ensemble des soixante personnes (environ) venues à ce film-débat est resté et nombre de questions, toutes très intéressantes, ont été posées. Le camarade A. Marsellan y a répondu, ainsi que d'autres camarades réfugiés espagnols, qui ont pu apporter leur témoignage sur des faits précis, vécut. Le dialogue s'est donc poursuivi jusqu'à 1 h 30 du matin. Il restait encore bien des choses à dire, bien des questions à poser, mais l'heure tardive nous appela

VAGABONDAGE...

La tournée de conférences, organisée en collaboration avec nos amis savoyards, s'est terminée le samedi 29 janvier 1977.

Maurice LAISANT parla successivement le 26-1 à Chambéry, le 27-1 à Annecy, et enfin le 29-1 à Oyonnax.

Deux copains d'Oyonnax accompagnèrent l'orateur dans son itinéraire.

Il développa partout le même sujet, le thème même de son livre *La Pilule ou la Bombe*.

Parlant avec conviction d'un sujet qu'il connaît bien, il sut intéresser son auditoire, pas très nombreux, hélas; mais ceci compense cela, un auditoire jeune, composé presque en égale quantité de jeunes filles et de jeunes gens, surtout à Chambéry.

Après son exposé, pas de contradiction, mais un large échange de vues. Des questions souvent pertinentes furent posées à l'orateur, ce qui permit à ce dernier de préciser certains points, à la satisfaction de tous.

Une diffusion du « Monde Libertaire », ainsi qu'un service de librairie étaient assurés par les organisateurs, et ils connurent un certain succès.

Dans la dernière ville où LAISANT parla, à Oyonnax, le lendemain samedi 29-1, une causerie-débat était organisée.

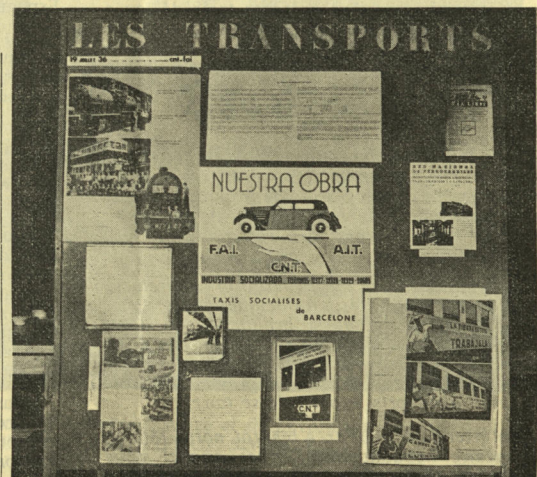
Là encore, pendant près de 3 h, des questions furent posées à notre ami, portant sur l'organisation d'une Société Libertaire. Tous très visible-

ment étaient intéressés par le problème abordé.

Déjà, il y a environ 2 mois, à la demande de ces mêmes jeunes qui s'occupent du NUCLEAIRE, une réunion avait eu lieu dans leur local, où bien des problèmes furent discutés (Pacifisme, Non-Violence, Libre Pensée, Fédéralisme, etc.). Ce sont les copains d'Oyonnax qui répondirent de leur mieux.

En résumé, nous pouvons nous montrer, sinon stupéfaitement optimistes, du moins raisonnablement confiants pour la suite, surtout si cette coordination dans l'effort se concrétise, comme nous l'espérons, par une sérieuse prise de contacts courant avril avec tous les groupes existants de la région Rhône-Alpes.

Le groupe d'Oyonnax.



SOUSCRIPTIONS MONDE LIBERTAIRE

HEBDO

(Période du 15 février au 15 mars)

Groupe E.-VARLIN	1.345	DENIS CLAUDE	100	ROYNETTE	20
FAUGERAT	300	Groupe PROUDHON	145	JEAN-NOEL	10
G.I.A.	900	ARROUES	520	DALLET	100
DIogene	40	Groupe MOULINS	30	Groupe PERPIGNAN	50
DUINA	40	Groupe OYONNAX	160	Groupe B.N.P.	40
MONTMORENCY	20	Groupe MONTPELLIER	30	TRACHEL	100
Liaison BLOIS	160	CHARIoux	50	Groupe TOULON	300
ANGELINI	50	WEIS	40	QUEUDET	40
DERRE	50	AUZANNEAU	100	MICHELIER	8
GALICHET	150	LEMERCIER	10	SEGERAL	50
PINSON	50	Groupe MALATESTA	1.000	Groupe L. MICHEL	1.000
GUY	30	Montage C.N.T.	20	Groupe ANGERS	30
NEEL	110	REY	100	Groupe LIMOGES	370
FONLUPT	96	Groupe ROUEN	250	PIOU	120
Groupe AULNAY	300	JACQUET	100	LANZA	40
ROSTAING	20	FAUGERAT	300	Conférence BEGARD	17
Groupe F. PELLOUTIER et lycéens libertaires	360	MILLOT	100	GALICHET	50
RICHARD	100	Groupe VOLINE	500	VISSIO	30
Groupe FRESNES-ANTONY	1.500	Groupe JACOB	520	DELARUE, LAVENUS	50
COLLETTE	100	BODART	100	TEYSSIER	30
BOLUDA	47	LAROUSSINIE	18	FONTARENSKY	50
COULON	100	Groupe XIX ^e	150	ZUIKA	100
BERTHIER	20	DUFOUR	50	ASISCLIO	60
FOSSÉ	40	BRULEY	20	BUFKENS	10
SERON	60	CERVER	44	GAY	160
DARAGON	5	R. HUBERT	110	PORRI	20
CAMPOS	25	VANHILLE	60	PIERRET	60
JEAN-PAUL	90	NORMAND	10	LANTUEJOL	20
TIDONE	60	ESTEVEZ	15	DROMAD	20
MARTINEZ	50	LECOMTE	10	ANDRES	100
LA TAUPE	20	Anonyme	31	MALLIA	40
HUET	70	ENGHEN	20	Groupe BAKOUNINE	250
BORRETI	50	LUPACZ	7	MICHEL	50
LEMARECHAL	5	ALBERT	20	MICHEL	100
BOUDET	10	BEILE	49	LHOSTIS	20
IFES	20	BAJOLET	50		
PIDUTTI	300	BOUTIQUE	788		
LIOGER	150	CHARISOLI	10	TOTAL	17.885
COLLART	500	ALAIN, MARIE-CLAIRE	100	Mois précédents	145.660
ZUIKA	100	PIOU	120	TOTAL GENERAL	163.545
		Groupe E. GOLDMAN	770		

chantée qui ne berce pas, mais au contraire nous fait souvenir, avec « la commune », « tout le sang du monde sauf celui de Français » !... C'est le refus de ce nationalisme si profond chez les Français, dont la limite est très souvent franchie pour atteindre le racisme. Racisme, dont chacun se défend, mais que chacun pratique dans son langage, son attitude. Avec « chanson pour les non-mâles », voilà, je crois, celle qui déplaira peut-être, gênera sûrement certains militants de tous bords; « Un tyran somnolent en la mâle !... une femme pour esclave et il gagne sa guerre... » et puis Serge chante l'espoir: « La poineuse est morte ». Y a plus de patrons, Y a plus d'ouvriers !... Il est à signaler qu'il a sorti un disque, ainsi qu'un recueil de poèmes. On peut se les procurer à Publico et à la Librairie C.N.T., à Paris.

Samedi 8 janvier: nous avons pu voir le film « ESPOIR » d'A. Malaroux.

Mardi 12 janvier: une soirée-cabaret flamenco, avec le groupe de guitares et de danseuses d'André PESQUERA de Saintes, et la participation d'un jeune guitariste Primario VERGARA.

Samedi 15 janvier: projection du film « MOURIR A MADRID » de F. Rossif, suivie d'un débat qu'animaient Amado MARSELLAN pour la C.N.T. espagnole en exil.

Le film que beaucoup connaissent déjà, ne fera donc pas aujourd'hui l'objet de notre critique. Il sert à l'ouverture du débat; car, en fait, comme tous les films tournés sur la Révolution espagnole, il ne relate que les faits « d'armes » et ne parle pas du tout des réalisations

à suspendre là cette soirée. Nous remercions chaleureusement les nombreux participants en espérant que cela leur aura permis d'approfondir leurs connaissances sur les possibilités réelles des peuples à s'auto-organiser. Nous espérons que cela les incitera encore plus à s'informer sur ce que fut la Révolution espagnole dans son ensemble.

Nous tenons à remercier tout particulièrement les animateurs de la Maison des Jeunes de La Rochelle qui ont fait tout ce qui était en leurs possibilités pour que cette expo se déroule dans les meilleures conditions.

Sans doute cette expo est trop criante de vérité pour que certains « militants » ou non, de divers horizons, trop imbus de leur propre vérité et de leur propre conception « autogestionnaire » aient jugé bon de s'abstenir de venir y puiser un supplément d'information... Peut-être aussi certains « intellectuels » préférèrent-ils approfondir leurs sources de connaissances uniquement dans des bouquins ou bien ont-ils la prétention d'avoir fait eux-mêmes le tour de la question. Cette expo n'est pas le résultat cogité par de fumeux théoriciens passant leur temps à analyser les réalisations des auteurs. C'est un total de plus de 250 documents authentiques de l'époque, concernant une réalité à l'échelle d'un pays.

Cette exposition est à la disposition des personnes qui voudraient la faire connaître dans leur localité. S'adresser aux Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, Paris-11^e.

AMAPOLA.

MEETING DE SOUTIEN A LA C.N.T. ET A L'ANARCHISME ESPAGNOL.

Le 25 février dernier s'est tenu au Palais de la Mutualité un grand meeting de solidarité avec le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol, organisé par notre Fédération Anarchiste.

Dès l'ouverture des portes une foule très dense s'est introduite dans la grande salle afin d'entendre de la bouche même des délégués espagnols venus tout spécialement pour cela, des informations sur la situation en Espagne et plus particulièrement sur la situation du mouvement anarchiste et cénétiste organisé et actif, la presse française restant sur ces sujets-là totalement imperméable.

A la tribune étaient présents trois délégués espagnols, représentant le Comité national de la C.N.T., le Comité régional de Catalogne de la C.N.T. et le Comité d'Action d'Entraide aux Emprisonnés de la C.N.T., ainsi que deux camarades de la Fédération Anarchiste française.

Le public, vivement intéressé et enthousiaste, coupait, par des applaudissements très nourris, les interventions des orateurs, répandant ainsi une atmosphère de fraternité et de solidarité à laquelle nos camarades espagnols ont été très sensibles.

Les militants de la Fédération Anarchiste sont très fiers d'avoir, en quelques jours, organisé et réussi un aussi brillant meeting en pleine campagne électorale alors que les murs de la capitale étaient propriété privée des républicains politiques et que la presse, une fois de plus, avait pris le parti de se taire.

En attendant pour très bientôt notre Monde Libertaire hebdomadaire, grâce auquel nous pourrions plus facilement et plus rapidement prévenir la population de nos activités et apporter nos points de vue sur la vie sociale d'une manière plus efficace, nous remercions

nos lecteurs et sympathisants pour leur aide morale et financière dans toutes nos entreprises.

Nous reproduisons ci-dessous deux interventions des délégués espagnols au cours du meeting.

Secrétariat aux Relations Internationales.

Compagnons,

Cela fait un an que nous entamons, en Espagne, la reconstruction de la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail).

Nous ignorions alors la capacité de convocation du syndicalisme révolutionnaire, de l'anarcho-syndicalisme.

Nous désirions de toutes nos forces, la réapparition publique d'une C.N.T. non seulement revendicative, mais révolutionnaire, acheminée sur le communisme libertaire et l'abolition absolue du capital et de l'Etat.

Nous désirions de toutes nos forces la réapparition publique d'une C.N.T. qui regrouperait tous les travailleurs, qui garantirait l'indépendance à la classe ouvrière devant les manipulations des partis, devant le jeu des bourgeois d'intégration par les élections parlementaires, devant le purisme de l'orthodoxie anarchiste.

Nous désirions une C.N.T. révolutionnaire, non réformiste, une C.N.T. de masse et non groupusculaire, une C.N.T. antiparlementaire, non partagée entre les partis et l'Etat.

Nous nous sommes demandés si, au lieu de cela, nous n'étions pas en train de reconstruire une caricature de son passé.

Aujourd'hui, un an après, nous connaissons la réponse.

Compagnons,

Nous avons remis sur pied, à travers toute l'Espagne, la Confédération Nationale du Travail, une C.N.T. à laquelle la classe laborieuse a recours, une C.N.T. INDEPENDANTE, une C.N.T. antiparlementaire, une C.N.T. révolutionnaire, une C.N.T. qui veut réaliser le communisme libertaire.

Compagnons,

Après un an de travail, la C.N.T. redevient l'unique possibilité pour que la classe ouvrière obtienne pour elle-même son émancipation.

Compagnons,

Le chemin n'est pas facile. Nous devons sans cesse affronter de nombreux obstacles et parmi eux la répression.

On nous a accusés d'être sectaires, de provoquer la division dans la classe ouvrière, de rompre son unité. Nous ne sommes pas d'accord pour nous dissoudre en un fantomatique syndicat unitaire, en une bureaucratie unitaire, en un cercueil unitaire des travailleurs.

Au lieu de cela, nous provoquons la réflexion du prolétariat, la prise de conscience du prolétariat, l'auto-organisation du prolétariat, pour le prolétariat lui-même.

La C.N.T. ne divise pas la classe ouvrière, elle est la seule organisation syndicale qui recueille les aspirations du prolétariat, qui ne dépende de rien ni de personne.

On nous a aussi accusés de verticalisme, d'être un syndicat de jaunes (1), d'être un syndicat au service du capitalisme.

La C.N.T. est la seule organisation syndicale qui ait refusé de négocier les libertés syndicales avec le syndicat fasciste.

Ce sont les membres de U. S. O. et des Commissions ouvrières, dirigeants des partis politiques, qui nous accusent de verticalisme.

Pour ceux qui se dénomment leaders ouvriers, pour ceux qui prennent des responsabilités dans les syndicats fascistes et qui prétendent continuer à les conserver, voulant transformer le syndicat fasciste en un « syndicat nouveau modèle », tout ce qu'ils pourront obtenir sera un syndicat social fasciste.

La C.N.T. accepta le veto et répondit publiquement en agissant syndicalement. La C.N.T. est l'unique organisation syndicale qui ait dit non au ministre et qui dira toujours non à n'importe quelle négociation avec le pouvoir. Elle a dit non au ministre parce qu'elle se considère dans la légalité et considère illégal tout gouvernement, non seulement en Espagne, mais dans n'importe quel autre pays, car tout Etat pour se maintenir a besoin de la répression, de la police, de l'armée, car il ne peut s'appuyer sur le libre accord et l'entraide des individus. La C.N.T. ne négocie pas la liberté des travailleurs, ni avec le ministre, ni avec le gouvernement, ni avec personne.

LA LIBERTE DES TRAVAILLEURS N'EST PAS NEGOCIABLE.

On nous a aussi accusés d'être des irresponsables, de mettre en danger la démocratie qui s'avancait et de fomenter l'extrémisme. Ne tombons pas dans le piège !

Nous refusons de participer à la C.O.S., coordination des organisations syndicales où U. G. T., U. S. O. et C. C. O. O. prétendent domestiquer le prolétariat et former l'embryon initial du gigantesque embrigadement unitaire. Le temps nous donne raison. La coordination d'organisations syndicales n'est que la coordination de la bureaucratie syndicale.

Où donc est la C. O. S. ? En Catalogne elle n'existe pas ! A Valence non plus ! Ni en Andalousie, ni en Aragon, ni aux Asturies.

En fait, elle est à Madrid où résident les dirigeants des partis politiques.

Compagnons,

Ceux-là mêmes qui rendirent possible la révolution de 36, rendront possible une révolution sociale.

La C.N.T. affronte le capitalisme et l'Etat et se solidarise avec toutes les luttes comme celles de la Roca à Barcelone, celle de Induyco à Madrid, celle de Tarasusi à Viscaya, avec toutes les luttes de la classe ouvrière.

Compagnons,

VIVE LA CLASSE OUVRIERE !
VIVE LA LIQUIDATION SOCIALE !
VIVE LE COMMUNISME LIBERTAIRE !

Intervention du délégué du Comité juridique de la C.N.T. pour les prisonniers d'Andalousie.

Suite aux cinquante dernières arrestations de Barcelone, quinze à Murcia, cinq à Malaga, la police a essayé de démanteler la C.N.T. au travers d'accusations non fondées, principalement axées sur le terrorisme, ceci pour discréditer ses positions antiétatiques. On accuse la C.N.T. de banditisme pour effrayer la population. La C.N.T. défend les camarades inculpés appartenant ou non à la C.N.T., privés de la liberté, victimes de la société capitaliste.

Maintenant que tout le lot des organisations syndicales, ensemble avec les partis politiques, négocie avec le gouvernement la liberté des travailleurs, la C.N.T. a la conscience tranquille !

Elle ne s'est jamais sali les mains, ni avec la barre du pouvoir, ni avec la boue du parlementarisme, ni avec les partis politiques.

La C.N.T. est aujourd'hui dans toute l'Espagne, active du Nord au Sud, en lutte contre l'oppression, la répression, pour l'autonomie du prolétariat.

La C.N.T. doit être reconnue. La C.N.T. présente, comme en 1930, ses statuts : ce sont les mêmes, sans changer une virgule.

Le Comité de défense des prisonniers de la C.N.T. ne veut pas, comme les autres comités de défense, réformer les lois, mais les abolir.

Les prisonniers en lutte savent que seule la C.N.T. les aide et les défend. La C.N.T. a obtenu la libération de prisonniers politiques, mais également de prisonniers de droit commun, qu'elle défend avec la même ardeur. La C.N.T. en tant qu'organisation syndicale révolutionnaire qui veut la révolution sociale pour obtenir le communisme libertaire, est présente dans toutes les luttes de la société, non seulement dans les usines, mais partout où la dignité de l'homme est bafouée.



Après une longue et intéressante intervention du très connu et très estimé camarade Edo, représentant le Comité national de la C.N.T., dont la retranscription n'a malheureusement pas été possible, Maurice Joyeux a conclu ce très brillant meeting avec son enthousiasme et sa fougue habituels :

Nous sommes heureux d'accueillir ce soir nos camarades de la C.N.T. espagnole ; c'est la première fois depuis quarante ans.

Certes, nous avons eu des camarades de la C.N.T. en exil chez nous, mais les camarades qui sont présents renouent avec les instants exaltants où, sur notre tribune, en 1936, parlaient des hommes comme Ascaso, Durruti, etc.

Nos camarades de la C.N.T. qui ont reconstitué leur organisation, sont toujours en proie à des difficultés avec leur gouvernement. Nous devons les placer sous la protection du prolétariat français et du prolétariat international.

Nous ne devons pas oublier que les travailleurs en lutte il y a quarante ans, furent abondamment par les travailleurs du monde entier et que le résultat fut le fascisme, la guerre.

Pendant toutes ces années en Espagne, la C.N.T. clandestine n'a jamais cessé de lutter contre Franco. En avons-nous vu de ces camarades qui furent nos amis, qui portaient, franchissant les Pyrénées, et qui mouraient dans les prisons, sous les balles fascistes ou sous le garrot vil.

La C.N.T., qui est l'organisation du prolétariat espagnol, continue le combat de ses anciens. Pour notre part, nous lui apportons notre soutien, mais nous savons bien que le soutien le plus efficace, c'est de préparer chez nous, avec nos méthodes, en tenant compte de

notre histoire et de l'évolution économique, la REVOLUTION SOCIALE.

Nous ne copions pas les luttes de la C.N.T. qui s'imprègne de son histoire à elle, mais nous mènerons, côte à côte, avec nos moyens particuliers, un combat parallèle dont le but est la liquidation sociale.

Communiqué remis par le Comité régional zone Nord de la C.N.T. en exil

Au nom du Comité régional zone Nord et au nom de toute l'organisation en exil, nous voulons témoigner depuis la tribune de ce meeting de notre plus complète solidarité avec nos camarades d'Espagne qui luttent pour le développement des idées libertaires et de la C.N.T. et qui préparent des lendemains révolutionnaires pour l'Espagne.

Nous voulons également manifester ici combien nous sommes sensibles au mouvement de solidarité qui s'est spontanément manifesté lors des arrestations de Barcelone et auquel, il faut le dire, la F. A. a pris une part prépondérante.

Au moment où la C.N.T. apparaît comme une des forces déterminantes dans les luttes sociales en Espagne, il faut que tous ensemble nous fassions connaître son combat, mais aussi que nous travaillions à développer en France un mouvement libertaire important, seule contribution réellement efficace au mouvement international.



Informations internationales

ITALIE

En bref

Depuis l'assassinat de Francesco Lo Russo (militant de Lotta Continua) le 11 mars par la police de Cossiga, ministre de l'Intérieur (proche du P.C.I.), à Bologne, fief communiste, le mouvement de révolte des « Emarginati » (étudiants, chômeurs, travailleurs au noir, féministes...) est dans l'impasse.

De violents affrontements eurent lieu le samedi suivant, entraînant de la part de l'Etat une répression très dure, déclenchant un véritable état de siège (blindés à Rome, Bologne), interdisant toute manifestation, excepté celles du Parti communiste et de la Démocratie chrétienne « contre le fascisme » et les « bandes armées ».



La condamnation à neuf ans et six mois de prison d'un autre militant révolutionnaire, Panzeri, pour « délit de moralité » (comme révolutionnaire il pouvait prétendre à des violences contre les fascistes) confirme un nouvel état d'exception qui tend à « criminaliser » toute forme de lutte et d'expression révolutionnaire afin d'imposer physiquement une « paix sociale » et de masquer les conflits internes du gouvernement Andreotti-Berlinguer.

A cet effet, le Parti communiste, qui jusqu'à ce jour en était resté à une simple attitude abstentionniste contre les mesures réactionnaires du gouvernement, lève le masque et dévoile son véritable rôle contre révolutionnaire et « castrateur » du

secrétaire de la C.G.I.L. (et membre du P.C.I.), après sa première sortie publique magistrale à l'Université de Rome, fut « l'hôte » de la ville de Carrare où était organisée une exposition-conférence pour le 75^e anniversaire de la création de la Chambre de Travail. Cette dernière, qui ne fut jamais communiste et n'eut jamais de pratique réformiste, se voyait ainsi absorbée dans le discours réactionnaire du syndicaliste, et l'origine libertaire des chambres du travail passée sous silence (le fondateur, Alberto Meschi, était militant anarchiste).

Les militants anarchistes de la ville de Carrare lui opposèrent une vive manifestation, dénonçant publiquement l'histoire falsifiée et la tentative récupératrice et « castratrice » des luttes ouvrières, particulièrement celles des travailleurs de Carrare.

GRANDE-BRETAGNE

L'affaire Murray

Ronan Stenson, le coaccusé de Murray, a été acquitté vendredi 28 janvier après cinq jours de procès devant la Special Criminal Court, ses « aveux » n'ayant pas été considérés comme des preuves. Le procureur a en effet déclaré qu'aucune preuve ne pouvait être déferée devant la Cour.

Ses aveux n'ont pas été retenus, parce qu'obtenus alors qu'il se trouvait illégalement en prison. Le président a estimé que ce devait être à la cour, et non au « Gardai », de déterminer la durée de détention d'un accusé. Entre le moment de son arrestation et celui de ses aveux, il aurait dû être déferé devant la Cour pour qu'elle décide du maintien ou non de sa détention. L'accusation a donc dû admettre que les conditions de détention au moment même où il faisait des aveux étaient illégales et la Cour a considéré que ces circonstances entraînent de fait une atteinte à ses droits constitutionnels. C'est dans ces conditions qu'il a été reconnu non coupable des accusations portées contre lui.

Il est difficile d'apprécier l'impact de cet acquittement sur le nouveau procès de Marie Murray (prévu pour le 25 avril), car ses aveux n'ont pas été mis en doute, mais seulement jugés irrécouvrables. Il se peut toutefois que les récentes révélations de l'Irish Times sur un « gang » de policiers utilisant systématiquement la torture contre les prisonniers politiques et le discrédit croissant de la Special Criminal Court s'ajoutent à tous nos efforts pour assurer un juste procès à Marie Murray.

Le comité de soutien londonien s'efforce de trouver un avocat qui puisse se rendre à Dublin pour assurer la défense de Marie lors de son nouveau procès.

Londres

Le 5 mars s'est tenue à Londres une réunion de la Fédération londonienne des groupes anarchistes à la Freedom Press Bookshop, pour y discuter du fonctionnement futur de la Fédération et désigner un secrétariat. Souhaitons que cet effort d'organisation des anarchistes londoniens rencontre le succès.

Le conflit du « Times » : une victoire du patronat et du syndicat sur les travailleurs

Le 11 mars, après huit jours de grève, le Times reparaitait. Cent vingt-huit ouvriers de l'imprimerie du Times avaient en effet déclenché le conflit en présentant des revendications salariales dépassant le « contrat social » conclu entre leur syndicat, le patronat et l'Etat. Cette grève sauvage fut condamnée dès l'origine par le syndicat, attaché à la politique contractuelle.

La menace du groupe Thomson, propriétaire du journal, de fermer définitivement le Times n'ayant eu aucun effet sur les grévistes, la situation était bloquée. C'est alors que le syndicat a montré toute son efficacité... comme allié du patronat : ses responsables ont tout simplement menacé d'exclure du syndicat les ouvriers qui refuseraient de reprendre le travail et annoncé qu'ils laisseraient imprimer le journal à Manchester. Le Syndicat du Livre

britannique détenant le monopole de l'embauche, ces « licenciements » syndicaux signifiaient l'impossibilité, pour les grévistes, de retrouver du travail dans la profession. Devant ces menaces, les ouvriers ont dû céder.

Après ce nouveau « succès », les Trade-Unions n'ont plus grand-chose à envier aux syndicats soviétiques ou aux syndicats verticaux espagnols dans la voie de l'intégration et de l'asservissement de la classe ouvrière.

Un hôtel libre anarchiste à Newcastle

Depuis la fin du mois de janvier, le groupe anarchiste de Newcastle occupe un immeuble de quatre étages au 4, Mosley Street à Newcastle. Cet immeuble était inoccupé depuis juillet 1976. Alors que nombre d'immeubles restent inoccupés, beaucoup d'individus sont sans logement. Certains trouvent un lit dans des hôtels gérés par l'Armée du Salut ou d'autres organisations de ce type, mais de tels groupements ne peuvent espérer loger tous les sans-abri. En conséquence, beaucoup de gens sont contraints de dormir dans des maisons abandonnées. Le building de Mosley Street a été occupé pour essayer d'offrir un toit à tous ces gens et aussi pour montrer comment un hôtel libre peut fonctionner.

Cet hôtel libre est géré avec un minimum de règles. Les gens peuvent aller et venir comme bon leur semble et sont en général appelés à participer à la gestion. En ce sens, se construit une communauté fraternelle.

L'occupation a été présentée par les médias comme une occupation d'étudiants anarchistes et sans prêter la moindre attention à sa fonction réelle. Mais si l'hôtel doit continuer de fonctionner, les occupants ont besoin du soutien d'autres groupes et d'individuels pour apporter de nouvelles idées dans la gestion de l'hôtel. Ils ont également besoin d'autres locaux qu'ils pourront utiliser comme base permanente, car ils vont sans doute être expulsés très prochainement. En outre, les nouveaux articles du Code pénal sur la violation de domicile, qui sont actuellement soumis au Parlement, rendront impossible ce genre d'action. Il deviendra ainsi illégal d'entreprendre d'autres formes d'action directe : les sans-abri ne pourront plus défendre leurs intérêts par des occupations d'immeuble, ni les travailleurs les leurs par l'occupation de leurs usines, ni les étudiants leurs revendications par l'occupation des facultés.

ESPAGNE

Grève des P. N. N.

Les P.N.N. (Commissions d'instituteurs) sont en grève depuis plus de quatre semaines. Leurs revendications, appuyées par la C.N.T. sont : contrats indéfinis, droit de se syndiquer, Sécurité sociale complète, chômage, retraite, etc., reconnaissance de l'ancienneté, salaires révisables tous les six mois et ajustés au coût de la vie, contrôle de l'embauche par les professeurs.

Les P.N.N. dénoncent la politique d'éducation antipopulaire : classes surchargées, sélection des élèves, réduction des cours du soir, seul moyen pour beaucoup d'accéder à un peu plus de connaissances,

inexistence d'écoles de formation professionnelle ; en outre, des milliers d'enfants ne sont pas encore scolarisés et beaucoup ne peuvent suivre le second degré faute d'établissements. Les P.N.N. demandent la scolarisation totale et gratuite, en tant que travailleurs dans l'éduca-



tion, et affirme que l'enseignement tel qu'il est pratiqué est une autre forme de l'exploitation de la classe ouvrière. En tant qu'ouvriers, ils considèrent que seule la lutte de tous les travailleurs pourra obtenir la satisfaction de ces revendications.

En bref

Une vingtaine de camarades de la C.N.T. sont encore emprisonnés à Barcelone. La répression continue de plus belle alors que chaque jour on parle de nouvelles amnisties. Six camarades parmi les cinquante qui furent arrêtés fin janvier à Barcelone ont été repris et emprisonnés sans plus de preuves ni de raisons que la première fois.

PORTUGAL

On nous communique

A Lisbonne s'est tenu le II^e Congrès syndical qui a donné la victoire provisoire à la tendance du P.C.

Des remous se produisent à l'intérieur du Parti socialiste, avec des exclusions, des suspensions, etc. Ceci est dû à la politique de plus en plus à droite du gouvernement Soares.

Un affaiblissement de l'opposition gauchiste est constatée dans les universités.

Aux luttes très dures des ouvriers du textile, des fonctionnaires et des pêcheurs, une réponse ultra-autoritaire a été donnée par le gouvernement.

(D'après A Ideia)

Situation du mouvement libertaire

Un meeting s'est tenu le 15 février à Lisbonne, organisé par les groupes de la F.A.R.P.-F.A.I. Nos camarades y ont remporté un brillant succès, par l'assistance venue nombreuse écouter les positions de la Fédération Anarchiste Portugaise face aux problèmes de la vie sociale.

Les camarades portugais arrêtés à Barcelone lors de la rafle de janvier ont été relâchés après six jours de détention.

Une manifestation de soutien aux emprisonnés espagnols et portugais, à Lisbonne, a pris une tournure offensive.

De nouveaux et nombreux groupes anarchistes se sont formés ces derniers temps au Portugal et au cours d'un récent plénum ont été définies des lignes de propagande.

Les "droits de l'homme" et ceux de l'homme libre

Depuis quelque temps, la contestation des dissidents des pays de l'Est, les dangereux coups de folie d'Ildi Amine Dada, les déclarations dénonciatrices et les positions humanistes du président Jimmy Carter ont remis au premier plan le problème des droits de l'homme.

En France, toutes les organisations politiques ou autres, concernées de près ou de loin par ce problème, ont pris position et ont été, à différents degrés, outrées par la violation de ce qu'elles considèrent comme la base la plus élémentaire du respect humain. Le ton étant donné, ce fut alors la valse des dénonciations et des points de vues de gens de tous bords, se découvrant tout d'un coup une âme d'altruiste et de combattant pour la liberté. Hypocrisie ? Démagogie ? Sans doute si les droits de l'homme, ne serait-ce que sur le papier, prétendaient donner — mieux — rendre à l'homme sa liberté individuelle à tous les degrés. Mais cela est loin d'être le cas... la déclaration des droits de l'homme n'étant qu'une mise au point nécessaire d'une situation nouvelle liée au système capitaliste. Celle-ci colle donc à celui-là. Mais pour mieux comprendre le problème, faisons un petit retour sur l'histoire.

La déclaration des droits de l'homme (1789)

Au XVIII^e siècle, l'Occident, qui voit naître les philosophies « sociales » et la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, bouillonne. Les critiques à la monarchie absolue incompatible avec la moindre parcelle de liberté, et liée à une organisation économique et sociale au bord du gouffre, font prendre conscience à la bourgeoisie de l'époque, qui n'est pas la noblesse, qu'il faut prendre la place de celle-ci, incapable de par sa structure, de gérer « sainement » les affaires du pays. Pour cela, les bourgeois auront besoin de l'appui de la force populaire, qu'ils stimuleront et armeront, afin de mettre à bas la monarchie. Celle-ci étant écartée, la bourgeoisie pourra enfin s'emparer, dans la plénitude de son nouveau pouvoir, et soutenue par le peuple, des leviers de commande de l'économie française. Ce mouvement, cette courte alliance entre la bourgeoisie et le peuple se traduira par la « déclaration des droits de l'homme et du citoyen », conçue et votée par les représentants de la bourgeoisie, en l'occurrence par l'Assemblée constituante de 1789. Cette déclaration est tout d'abord fortement influencée par la mentalité religieuse de l'époque.

Ainsi, l'un des devoirs de l'homme, mentionné au bas de la Constitution des Droits, indiquera : « Aimer Dieu par-dessus tout, et la patrie comme soi-même ».

D'autre part, si cette déclaration, prologue à la Constitution française de 1791, donne à l'homme sa place de « citoyen » dans la société, elle lui dénie tout droit économique. L'incompatibilité, mal saisie à l'époque par la masse populaire, sera

indispensable à la classe dirigeante qui sera à l'origine de ce qu'on pourrait appeler, dans le cadre de l'organisation alors nouvelle de l'économie, les balbutiements du capitalisme.

L'homme enfin n'aura, de par cette constitution, aucun droit d'individu. C'est-à-dire que ses rapports, sa volonté et son travail seront conditionnés et dépendants de la volonté et des décisions économiques, politiques et juridiques de l'assemblée qu'il devra respecter et auxquelles il devra obéir, sous peine d'être un hors-la-loi. Cette facette du produit de la bourgeoisie sera malgré tout accueillie par un peuple n'ayant pas une volonté affirmée d'autodétermination, confiant et désireux de trouver un nouvel ordre dans l'arrêt des tumultes révolutionnaires, émoussés par le temps et le pourrissement politique.



La déclaration internationale des droits de l'homme (1948)

Le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations Unies réunie à Paris, au Palais de Chaillot, vote par 48 voix et 8 abstentions, la déclaration internationale des droits de l'homme. Cette déclaration nettement inspirée de la déclaration française de 1789, se veut un complément de celle-ci. Et si elle semble ouvrir un peu plus grandes les portes de la libre détermination de l'homme, en proclamant par exemple la liberté de réunion et d'association, elle définit beaucoup plus précisément la tolérance dans le cadre de la légalité. L'article 7 proclame par exemple l'égalité DEVANT LA LOI et l'article 11, le droit à être innocent JUSQU'À PREUVE DU CONTRAIRE, la preuve du contraire étant évaluée, bien sûr, par

la justice étatique. Quant au droit au travail et à l'égalité des salaires pour un travail égal (article 23) que proclame cette déclaration, il n'est même pas utile de prouver que c'est une gageure.

**

Comment s'étonner aujourd'hui, avec le recul que permet l'histoire, qu'après deux siècles de gouvernements qui ont succédé aux gouvernements, les plus élémentaires droits de l'homme, parce qu'il est un homme, soient bafoués à différents degrés par ceux mêmes qui ont élaboré et signé cette chartre de bonnes résolutions et de promesses ? Beaucoup aujourd'hui, philosophes et humanistes, se posent des questions, tournent et retournent le problème pour essayer de le coller au régime politique idéal. Social-démocratie ? Démocratie chrétienne ou libérale ? Libéralisme avancé ? Tous les politicards ou les chroniqueurs s'embourbent depuis des décades au milieu de ce problème qui ne peut, dans le cadre de leur conception de la société, trouver une solution. En effet, comment le capitalisme, privé ou d'Etat, qui engendre, de par son système économique, des classes sociales, peut-il créer l'égalité ailleurs que sur le papier ? Comment le système capitaliste, ne pouvant subsister, de par sa conception, qu'en bafouant sans scrupules la morale dont il se gausse, peut-il parler de respect sacré de la personne humaine ? Comment le système capitaliste, ne pouvant pour survivre que régir, réglementer, surveiller, espionner, réprimer, enfermer, torturer, assassiner, peut-il parler de liberté ? Comment enfin, dans un système capitaliste où tout est régi par l'argent, où l'on n'hésite pas, pour assouvir des appétits économiques et expansionnistes, à provoquer des guerres, peut-on parler de paix ? Tout ce qu'engendre le capitalisme, tout ce qu'il tolère et tout ce qui est créé en son sein ne peut, ne DOIT lui porter atteinte. La liberté et la tolérance sont parfois admises, mais jusqu'à une certaine limite, la limite étant la survivance du système de classes, du mensonge, et de l'hypocrisie en gants blancs, bref, du capitalisme. Ainsi, même une déclaration des droits de l'homme aussi modeste et prudente que celle que nous venons d'évoquer, ne peut trouver sa place dans la jungle capitaliste.

Au milieu de toute cette démagogie qui n'en finit pas de crever et que la bourgeoisie, à coups de palliatifs et de plans Barre fait subsister, seuls les anarchistes sont pour les droits de l'homme, non pas les droits de l'homme conditionnels, érigés dans la crainte de Dieu, de l'Etat, et du respect des institutions de classe, mais pour les droits que l'homme, le travailleur, SE donnera, en pleine liberté et dans toute sa responsabilité, pour mettre à bas un système qui l'opprime, le prive de toute sa créativité et de sa richesse morale, et pour bâtir un système fédéraliste et autogestionnaire d'où la liberté, enfin, verra le jour. C'est dans ce cadre que les aspirations profondes deviendront une réalité, et cette réalité, c'est l'Anarchie.

MORISCO.

Chacun co
que l'armée
l'histoire :

— Commun
— Ukraine
— Chili 197
etc.

L'armée c
militaire qui
ne les esprit
toyens » doc
la militarisa
constate aus
veaux :

— au niveau
en particulier
armes atom
pour l'human

— au niveau
est une part
balance com
pays ; la Fra
3^e rang mon
canons, juste
l'U.R.S.S. (1^{er}
tiron d'armes

Après le su
tre Internation
net (R.I.D.E.F.)
péranto a été
de travail, des
parent à par
aura lieu à Lis
zaine de juillet
stages accélér
organisés con
afin de permet
tirer le maxim
nouvelle renc
montré qu'il e
d'ici là une co
de la langue p
active aux tra

Présenc
dans la S

Les 8, 9 et 1
du Havre et de
une série de c
dans leurs loca
Fécamp. Si da
res localités, S
Rouen et Mau
Havre, s'adres
déjà avertis,
Dieppe et Fé
dans une optiq
de la présence
région.

Si les confé
de Rouen nou
public habituel
pris agréablem
de l'auditoire
encore à Diep
jeunes militants
de voir se form

Pour les

LES CHANTIERS AUTOGÉRÉS DE PICARDIE : UN NOUVEAU PAS VERS L'AUTOGESTION !

Chacun connaît le rôle répressif que l'armée a toujours tenu dans l'histoire :

- Commune de Paris 1871
- Ukraine libertaire 1921
- Chili 1973
- etc.

L'armée c'est aussi le service militaire qui broie l'individu et façonne les esprits, pour créer des « citoyens » dociles et résignés. Mais la militarisation de notre société se constate aussi à bien d'autres niveaux :

— au niveau des armements, avec en particulier la multiplication des armes atomiques, danger mortel pour l'humanité ;

— au niveau économique, l'armement est une part très importante de la balance commerciale de chaque pays ; la France se situe ainsi au 3^e rang mondial des marchands de canons, juste derrière les U.S.A. et l'U.R.S.S. (1^{re} place pour la production d'armes par habitant) ;

— au niveau de l'emploi, le nombre des travailleurs dépendant du complexe militaro-industriel ne cessant de croître (déjà aujourd'hui plus de trois millions de travailleurs).

Et chacun des choix que nos maîtres font pour nous (et contre nous) ne peut que nous amener à une militarisation toujours plus grande de notre société. Ainsi, le choix de l'énergie nucléaire, aux dépens des énergies douces (solaire, éolienne...), une société nucléaire ne pouvant être en effet que policière, militaire et centralisée. Ainsi, chaque année, 20 % de l'impôt qui est destiné à l'armée.

Pendant ce temps, la situation du logement, en particulier en Picardie, reste pour certains intolérable. Par exemple, une famille de douze enfants vit dans une baraque en bois de deux pièces (des fentes laissent passer des courants d'air au travers des murs), alors que ce taudis est entouré d'une multitude

de résidences secondaires, petits palais inoccupés onze mois sur douze.

Devant ces injustices les pouvoirs publics restent muets ou déclarent : « l'Etat ne peut rien faire, car ce sont des cas isolés, aucun organisme ne voudra s'en occuper ». (Déclaration d'un ancien sous-préfet de Montdidier, Somme, chargé de l'habitat insalubre).

Mais sont-ce vraiment des cas isolés, quand les Chantiers Autogérés de Picardie, en un an, ont eu connaissance de plus de quinze familles vivant en surnombre dans des taudis (liste qui s'allonge de jour en jour) ?

Devant cette situation, trois objectifs de conscience inouïs à leurs affectations et deux volontaires créaient, en juin 75, les Chantiers Autogérés de Picardie et élaboraient un projet de construction de maisons en « dur » pour familles nombreuses. Aucun d'eux n'avait de qualifica-

tion dans le bâtiment et aujourd'hui pourtant, quatre maisons sont construites, trois se construisent, huit sont en projet.

Le fonctionnement des C.A.P. (*)

Il y a deux sortes de travailleurs aux C.A.P. :

- les volontaires permanents qui décident d'y travailler au moins un an (ce sont les seuls à être indemnisés — 900 F par mois —) ;
- les volontaires de passages (simplement hébergés et nourris).

d'hui ces chantiers, surtout d'objecteurs à l'origine, s'attachent de plus en plus à devenir de véritables chantiers autogérés (sans pour autant délaisser l'antimilitarisme), le « recrutement » en particulier ne se faisant plus uniquement chez les objecteurs.

Les C.A.P. se réclament donc de l'autogestion, mais de plus, ils essaient de la vivre à chaque instant. Et pour avoir vécu une semaine avec eux, nous pouvons affirmer qu'il ne s'agit pas là d'une basse défiguration du mot autogestion semblable



Le financement est assuré par un prêt contracté par la famille, les remboursements se faisant au moyen des allocations-logement.

Le premier travail des C.A.P. est un TRAVAIL ADMINISTRATIF, car le pouvoir, non satisfait de laisser ces familles sans aucune aide, les « enfonce » avec des formalités administratives incompréhensibles et insurmontables.

Exemples :

Pour l'achat d'un terrain, nécessité de passer par les notaires (suceurs de temps et de fric, sans aucune autre utilité).

La famille ne reçoit les allocations-logement que six mois après son installation dans la maison, alors que le remboursement du prêt commence dès le début des travaux, etc.

Les C.A.P. essaient ensuite de REVEILLER LES VILLAGES où ils interviennent, villages intoxiqués par l'idéologie dominante (fatalisme en particulier) et tentent d'amener les habitants à reprendre en main leur existence, et ceci à tous les niveaux de leur vie (rencontres, participation des familles à toutes les démarches, etc.).

Enfin, il y a LE TRAVAIL SUR LE CHANTIER. Les constructions réalisées ne demandant pas un niveau technique très élevé, les C.A.P. refusent de faire appel à des spécialistes (leur savoir pourrait d'ailleurs les amener à jouer le rôle de chefs).

De plus, dans chacune de ces activités, les travailleurs des C.A.P. s'attachent à VIVRE D'AUTRES VALEURS, valeurs qui s'opposent aux pouvoirs oppressifs et détruisent certains mythes comme le savoir, la hiérarchie, la spécialisation dans le travail, l'inégalité des sexes.

Depuis quelque temps, les C.A.P. sont d'ailleurs en train de subir une évolution capitale pour leur avenir. Au début, leur principal sujet de lutte était l'antimilitarisme ; aujourd'hui

à celle à laquelle se livrent la plupart des politiciens, surtout en périodes électorales.

Pas de chef, ni de patron, chacun travaille à toutes les tâches et toutes les décisions se prennent en commun après discussion.

Mais les C.A.P. restent parfaitement conscients des limites que le système économique-politique ne peut qu'imposer à leur expérience ; ainsi, ils ne voient en leur tentative qu'un essai pratique en marche perpétuelle vers l'idéal que représente l'autogestion, un idéal vers lequel il faut tendre et vers lequel il faut tenter d'amener la société tout entière.

Car aujourd'hui toutes les injustices et absurdités existantes trouvent leurs causes dans les structures actuelles de notre société, et ce sont donc toutes ces structures qu'il s'agit de remplacer.

Voilà pourquoi LE MILITANTISME prend aussi une très large part dans les activités des C.A.P. : organisation de stages, lutte pour l'autogestion, antimilitarisme, etc., ceci leur valant de subir constamment la répression policière (perquisitions). Dernièrement encore (le 7 février 77), cinq d'entre eux passaient en procès à Arras pour insultes à l'armée.

Mais cette répression n'empêche pas l'audience des C.A.P. d'augmenter sans cesse (un quatrième chantier va très prochainement se mettre en place) et cette expérience est un nouveau pas vers cette société autogestionnaire pour laquelle les anarchistes se sont toujours battus.

Jean-Michel et Pierre (Groupe d'Amiens)

(*) C.A.P. : Chantiers Autogérés de Picardie.

Pour contact : C.A.P. Chuignolles, 80340 Bray-sur-Somme.

Grande rencontre d'éducateurs à Lisbonne

Après le succès de la 9^e Rencontre Internationale d'Educateurs Freinet (R.I.D.E.F.) en Pologne, où l'espéranto a été utilisé comme langue de travail, des enseignants se préparent à participer à la 10^e qui aura lieu à Lisbonne dans la 2^e quinzaine de juillet. Des cours et des stages accélérés d'espéranto seront organisés comme l'année dernière afin de permettre aux participants de tirer le maximum de profit de cette nouvelle rencontre. L'expérience a montré qu'il est possible d'acquérir d'ici là une connaissance suffisante de la langue pour prendre une part active aux travaux.

Lors de la 9^e R.I.D.E.F. les enseignants espérantophones étaient les seuls à avoir des contacts avec des gens de Pologne (peu de Polonais savent le français dans les milieux modestes et très peu de Français savent le Polonais, alors que, selon Radio Varsovie, environ 100.000 Polonais savent l'espéranto). Certains participants ont même été invités dans des familles espérantistes polonaises. En outre, les groupes de travail qui utilisaient l'espéranto ont été épargnés par le problème traditionnel des rencontres internationales avec interprètes et ont pu tirer le meilleur parti des travaux. Sur

les cent cinquante participants de la 9^e R.I.D.E.F., cinquante étaient espérantistes, et vingt d'entre eux avaient commencé à apprendre la langue Internationale seulement quelques semaines avant de s'y rendre. Peuvent y participer toutes les personnes qui s'intéressent aux problèmes d'éducation, les éducateurs, les instituteurs, professeurs, parents d'élèves, etc. Pour toutes informations, écrire à Henri Ménard, Le Pallet, 44300 Vallet. Des informations sur l'espéranto peuvent également être fournies par SAT-Amikaro, 67, avenue Gambetta, 75020 Paris, et par des correspondants régionaux.

Présence anarchiste dans la Seine-Maritime

Les 8, 9 et 10 février, les groupes du Havre et de Rouen organisaient une série de conférences, à la fois dans leurs localités et à Dieppe et Fécamp. Si dans les deux premières localités, Serge Livrozet pour Rouen et Maurice Laisant pour Le Havre, s'adressaient à des publics déjà avertis, les conférences de Dieppe et Fécamp s'inscrivaient dans une optique de développement de la présence libertaire dans la région.

Si les conférences du Havre et de Rouen nous ont amené notre public habituel, nous avons été surpris agréablement par l'importance de l'auditoire à Fécamp et plus encore à Dieppe où, à travers de jeunes militants, se dessine l'espoir de voir se former un groupe.

Pour les groupes du Havre et de Rouen :

J.-P. JACQUINOT

COMMUNIQUÉ

Depuis 3 mois fonctionne tous les samedis après-midi au Centre éducatif et culturel de la Vallée de l'Yerres (2, rue Marc-Sangnier - 91330 Yerres) un Atelier d'œuvres non diffusées.

C'est une bibliothèque qui ne propose que des œuvres introuvables dans les circuits traditionnels : des manuscrits refusés par les éditeurs ou même jamais envoyés, ou bien encore de petits livres confectionnés artisanalement, ou des plaquettes éditées à compte d'auteur et ayant échappé au pilon.

La « culture » est là aussi, et même surtout : les éditeurs refusent en effet 95 % de ce qu'ils reçoivent. Ils sélectionnent et préfèrent souvent le best-seller, la rentabilité, à l'œuvre authentique, originale.

Ce qui nous — vous — est proposé par l'édition traditionnelle, les mass media, étouffe des milliers de voix, nos voix, vos voix. Nous voulons les entendre, les connaître. Chacun de nous est un écrivain en puissance : tout écrit est ici accepté, sans aucune censure ; tout écrit peut être lu. Nous voulons aussi qu'écrivains et lecteurs se rencontrent, échangent leurs expériences. Nous voulons que soit désacralisé l'écrivain, que tous ceux qui écrivent croient à ce qu'ils font et qu'ils continuent à écrire, sans honte : la parole ne doit pas être réservée à une élite culturelle et donc sociale...

La culture, c'est ce que nous vivons.

Atelier d'œuvres non diffusées.

350 000 francs pour l'hebdo
SOUSCRIVEZ MASSIVEMENT !

THEATRE... THEATRE... THEATRE

Living Theatre : "Sept méditations sur le sado-masochisme politique"

Les 9 et 10 février, le public tourangeau a pu apprécier les méthodes théâtrales du Living Theatre. Cette troupe américaine, née il y a trente ans déjà, a compris la nécessité de l'anarchisme dans un monde aussi absurde que le nôtre. Et leur prestation a donc eu autant d'intérêt sur le plan politique que sur le plan purement dramatique.

Ce qui est dommage, c'est qu'ils aient été obligés de jouer dans une salle de spectacle : d'abord parce qu'ils ont prévu leur spectacle pour être joué dans la rue et dans les usines ; ensuite et de fait, parce qu'ils n'ont pu être appréciés que par un public averti alors qu'ils sont habitués à jouer pour tout le monde.

Un problème qui nous paraît grave doit être posé : pourquoi un théâtre qui se veut populaire fait-il payer 15 et 30 francs les entrées ? La réponse est simple : le Living est venu à Tours à la suite de la démarche du Théâtre Libre de Touraine, dirigé par André Cellier. Ce dernier, sûr du succès de l'entreprise, s'est donc permis de fixer les places à un prix aussi prohibitif. C'est également lui qui a demandé à la C.G.T. un service d'ordre musclé prêt à museler des anarchistes indisciplinés. Et cela, les acteurs du Living ne le voulaient à aucun prix, leur pratique théâtrale étant en complet désaccord avec ce type d'actions. Comment des anarchistes, fidèles à l'image de la liberté, auraient-ils pu accepter cela ?

Le Living envisage le théâtre comme une libération, un chemin vers la libération et ceci sur tous les plans. Leur conception de l'art dramatique est fondée sur la recherche et la compréhension du corps, du contact et de la relation. Et c'est pour cela que leur spectacle, **Sept méditations sur le sado-masochisme politique**, est ordonné en sept phases ou méditations, qui démontent l'articulation du système capitaliste et autoritaire et les possibilités d'en sortir.

Sont-ils mystiques ? Le terme de méditation porterait à le croire. En fait, il ne s'agit que d'un moyen permettant une réflexion collective sur les problèmes de notre temps et une véritable prise en charge de la réflexion par les acteurs et les spectateurs, lesquels,

par-là même, ne le sont plus. Cette tentative veut abolir un théâtre traditionnel fondé sur des rapports autoritaires : acteur-spectateur et actif-passif. Car parler de l'autorité dans tous les domaines et la contester fondamentalement, tout en restant dans le cadre d'un spectacle traditionnel, est paradoxal et issu d'une démarche illogique.

Les acteurs, silencieusement, entrent un par un et se disposent en cercle. La méditation commence par le chant des Ganoua (magiciens, mendiants et esclaves de l'Afrique du Nord). Ce chant inlassable accompagnera tous les tableaux du spectacle. Afin de reproduire le contact humain qui existe dans les spectacles de rue, les spectateurs sont conviés à abandonner leur siège sécurisant pour aller sur la scène avec les acteurs.

La première méditation aborde la relation maître-esclave dans l'amour sexuel. Les esclaves en cercle autour du maître viendront lui lécher les pieds, recevront avec plaisir son coup de bâton. L'évocation de la soumission masochiste entraîne le thème de l'autorité, de l'Etat comme représentants de la relation maître-esclave. Les gens devenus esclaves s'enchaînent eux-mêmes, deviennent complices de leur exploitation et ne se relèvent plus.

La propriété, base du système autoritaire, est traitée dans la troisième méditation : les esclaves traînent d'autres esclaves grâce aux liens symbolisant la possession. Donc la propriété annihile la liberté ; c'est un meurtre : les esclaves commencent à s'interroger.

Le thème suivant, particulièrement insoutenable, figure la répression policière : la torture utilisant la « gégène », couramment pratiquée au Brésil et dans 26 pays, provoque la réaction du peuple qui, dans la lutte, se lève pour délivrer les prisonniers.

Le rythme change pour la méditation sur l'argent. Les gens, pris dans une danse infernale, chantent le simulacre de leur vie. Leurs heures, leurs semaines, mois et années — bref leur temps — sont échangés contre monnaie sonnante et rébuchante. La vie n'est qu'une suite de calculs, calculs des salaires et des temps correspondants.

Notre culture, culture de mort, est symbolisée par une danse éfrénée où les acteurs se démentent contre leur propre corps. Mais le rythme ralentit pour s'éteindre : la culture de mort est morte.

Une culture, une forme de société peuvent mourir, mais le peuple reste et s'organise différemment en comptant sur ses propres forces, en se passant d'idoles, de maîtres, de dieux. Nous en arrivons à la réflexion sur la solution anarchiste : le choix dépend de chacun de nous. La troupe n'a pas abordé seule le choix de la solution ; après 45 minutes de prestation scénique, elle a fait appel aux spectateurs à travers une discussion : des groupes se sont formés et ont approfondi les thèmes de la pièce.

Il est évident que cette démarche ne doit pas rester lettre morte et que le théâtre, de plus en plus, doit être envisagé comme un nouveau rapport militant. La relation devient beaucoup plus vivante et, par opposition au rapport lecteur-journal, la participation théâtrale sort de la consommation passive. Le théâtre, mode d'expression ancestral, n'en est pas moins une forme de lutte très actuelle dans la mesure où il touchera plus directement les gens. Le contact avec un nouveau mode de pensée sera beaucoup plus direct et spontané que par la lecture d'un journal qui demande une préparation sur le plan théorique et psychologique. De toute façon les gens ont pris l'habitude de regarder la télévision plutôt que de lire le journal et donc le théâtre de rue est une manière subversive de détourner ces gens de la consommation passive tout en les mettant en contact avec les réalités actuelles et les analyses qui en découlent.

Ce théâtre de rue ne doit pas être une affaire de professionnels. C'est l'arme de toutes les personnes ayant pris conscience des phénomènes du capitalisme et de l'autorité. Un mouvement en ce sens devrait être impulsé par tous les militants anarchistes ayant réalisé la nécessité de nouvelles formes d'expression libertaires.

Marie-Louise et Olivier
(Groupe libertaire de Tours).

A propos de Jean-Pierre Marchand...

« J'étais libre et sauvage jusqu'à ce qu'ils me piquent... Les hommes sont ainsi ils aiment avoir des cages pour y mettre dedans tout ce qui est sauvage ».

C'est l'ours qui parle. C'est aussi un grand garçon discret, timide, posé. Guitare sans affectation, sans vaines fioritures, mais qui s'impose ; voix chaude, grave, comme retenue, et qui soudain s'amplifie, violente, quand elle clame la révolte :

« Pour Oradour et pour Verdun... merci mon Dieu

pour la violence dans la rue pour l'amour où rien ne va plus pour les arbres que l'on arrache pour les buildings qui les remplacent merci mon Dieu... »

Voix sage à nouveau, une vague sourire au coin de l'œil, et c'est l'humour à froid de Machin que ma joie demeure :

« Même au niveau sexuel c'est le pied intégral ne faire l'amour qu'à deux vraiment c'est d'un banal allons à la campagne, vive la communauté, si tu baisses pas la chèvre c'est qu't'es pas libéré y a du monde, y a d'la joie, y a des contacts, peace and love, et caetera ».

Pas commode, le gars, et lucide ! Un « sauvage » tout au fond de lui-même, un sauvage qu'il ne faudrait pas que l'on nous « pique », Jean-Pierre Marchand ; poétique et percutant à la fois, c'est rare, c'est très beau ; comme quand la voix à nouveau s'enfle et vibre, chantant **L'Amante**, la liberté :

« Je sais, ce sera dur mais je veux y arriver, à accoupler le monde avec moi, liberté, alors éclateront les chants des libertaires composés bien avant l'époque de nos pères ».

NICOLE.

Jacques-Emile Deschamps : une voix qu'on n'oublie plus

Revoilà, pour un second 33 tours, ce jeune espoir de la bonne chanson française, celle qui s'inspire des poètes, clame sa révolte et cultive aussi l'amour de la vie et de la liberté. On s'aperçoit (par rapport à son premier disque) que Deschamps a particulièrement soigné ses musiques, et, comme les textes restent d'une qualité rare, on n'est pas trop déçu par le fait que les cris et les colères de Jacques-Emile n'atteignent pas le degré de rage et de violence qu'ils avaient dans le disque précédent.

J'ai aimé surtout trois belles chansons : **Ma concubine**, sorte de litanie amoureuse... très laïque :

« Ma Sainte-Marie sans la mer
Ma Mariée sans voile blanc
Ma Sainte-Vierge sans prières
Ma Pucelle sans Orléans
Ma concubine, ma concubine. »

L'Habitude, où il dépeint sans indulgence le naufrage d'un couple, brisé par l'ennui, usé par l'habitude. **Cet enfant qui n'est pas de moi**, émerveillement d'un être capable de souffrir et de pardonner, face à l'innocence de l'enfance, ce paradis perdu.

D'autres titres méritent bien aussi de retenir notre attention, comme : **As-tu bien regardé ma gueule ?** (ou la difficulté d'être un type « bien » dans cette société de fric !), **Les chevaux blancs**, **Dans son habit du dimanche**, et surtout **Marie-chanson**, hymne à la femme aimée, où il déclare :

« Si j'en faisais mon Anarchie
J'aimerais que vête de noir
Elle laisse blonds ses cheveux
Flotter au vent comme un espoir
Et le drapeau des miséreux
Si j'en faisais mon Anarchie. »

Conscient que la vie est une lutte de chaque instant, et que la liberté est menacée de tomber (**L'Estaque**, adaptation de Louis Llach), Jacques-Emile Deschamps nous offre cependant des chants d'espoir, avec des mots tout simples, des mots de tous les jours.

« Si je reviens un dimanche
Nous irons voir la mer. »

Un disque à écouter souvent, entre un Brassens et des poèmes de Gaston Couté ou de Jehan Rictus.

Michèle LANZA.

VIENT DE PARAITRE
aux Editions du "Monde Libertaire"
LA PILULE OU LA BOMBE
par Maurice LAISANT
En vente à PUBLICO
PRIX 21 F

EN VENTE A PUBLICO
LA CONQUÊTE DU PAIN
par Pierre KROPOTKINE
(Editions du « Monde Libertaire »)
Prix : 21 F

PÉDAGOGIE LIBERTAIRE OU ANTIAUTORITAIRE

Le texte que nous reproduisons ci-dessous a servi d'introduction au débat sur la pédagogie animé par le Groupe La Boétie de la Fédération Anarchiste, au Centre administratif d'Asnières.

La Rédaction.

Si nous sommes ici ensemble, adhérents à la F.A. ou sympathisants anarchistes, c'est que nous voulons, consciemment ou inconsciemment, « que ça change », c'est-à-dire la REVOLUTION.

Admettons que, ce soir, après notre séance amicale, entre bons camarades, nous la fassions, la Révolution ! Elle serait sans effet parce que trop d'hommes, trop de femmes ne sont pas prêts à l'assumer, n'y sont pas préparés par une formation libertaire.

S'il est une question d'urgence, à mon avis la plus urgente de toutes (je ne parle pas ainsi parce qu'ancien prof, je connais assez bien les problèmes des enseignants et des enseignés), c'est bien la pédagogie libertaire ou antiautoritaire : elle doit préparer, pour bientôt, j'espère, des hommes et des femmes à la Révolution, à la Société sans Etat, sans Eglise et sans classes.

Je ne ferai pas l'histoire des essais de pédagogie libertaire, des écoles se voulant antiautoritaires. La littérature sur ce sujet est abondante ; je vous y renvoie.

Une constatation qui éclairera ce que j'ai l'intention de dire ainsi que le débat qui suivra : ces tentatives ont toujours, jusqu'ici, échoué, à brève ou à longue échéance, en Espagne, en France, en Allemagne ; il n'est pas indifférent, cependant, que l'Ecole Moderne de Francisco Ferrer ait existé... Elle explique la résistance au régime franquiste et après-franquiste ; je ne considère pas, d'autre part, l'école de Neil, Summerhill, comme une école révolutionnaire, puisqu'elle forme des hommes qui seront, paraît-il, heureux en s'intégrant au système. Si ces tentatives ont été vouées à l'échec, sauf si elles n'étaient pas vraiment révolutionnaires, c'est que l'Eglise, ou mieux les églises, les Etats et les classes possédantes savaient qu'une telle pédagogie, si elle réussissait, signifiait leur mort.

Bien que par l'étymologie, pédagogie (pais, en grec, veut dire « enfant ») concerne les enfants et les adolescents, leur conduite vers l'âge mûr, comme les adultes sont tous, à des degrés divers, des enfants, des « païdes », la formation, la pédagogie libertaire, disons le mot, anarchiste, est de tous les âges.

Je cite Francisco Ferrer : « Tout éducateur qui s'affirme rationnel doit s'efforcer de faire comprendre aux enfants que la servitude et la tyrannie ne pourront pas disparaître tant qu'un homme sera tributaire d'un autre homme ».

Former des hommes libres et heureux, heureux parce que libres, et libres parce qu'ils sont heureux, c'est me semble-t-il le seul principe, la seule règle de l'éducation, de l'enseignement, de la pédagogie libertaire. Inutile d'enseigner une quelconque morale religieuse, bourgeoise ou marxiste : la liberté et le bonheur me semblent les deux seuls critères de la valeur d'une éducation.

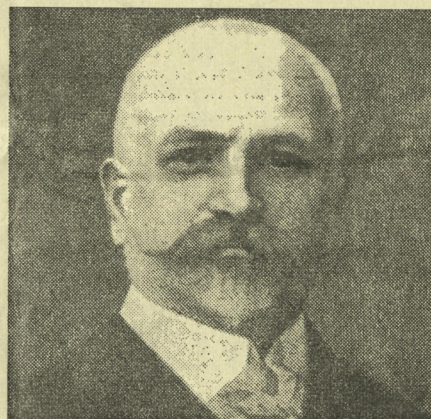
Pour qu'un homme, tous les hommes soient libres et heureux, je vois quelques points essentiels, quatre ; mais il y en a peut-être d'autres que vous pourriez me suggérer tout à l'heure. Pour trouver ces points, il m'a suffi de prendre à contre-courant l'éducation que j'ai subie et qui m'a menée aux frontières de la folie, c'est-à-dire du mysticisme, puisque comme certains le savent, je fus carmélite !

Les quatre points qui me semblent primordiaux sont :

- le refus de toute hiérarchie ;
- l'éducation des loisirs ;
- apprendre à l'enfant, à l'homme, à « se faire plaisir » ;
- la vie la plus proche possible de la nature, du Rabalais divisé par dix, si l'on peut dire !

LE REFUS DE TOUTE HIERARCHIE

Le refus de se soumettre à l'autre, « au chef », si génial soit-il, qu'il se nomme Jésus, Marx, Lénine et même, j'ose le dire, Bakounine. A moi, on apprit qu'il y avait des tempéraments de chef, que j'avais un tempérament de chef et que la réussite suprême était de savoir commander ! C'était flatter mes bas instincts. La hiérarchie a comme idée de base l'inégalité entre les êtres : des supérieurs, des inférieurs. Je ne nie pas les différences, mais je nie l'échelle des valeurs. Et la pédagogie libertaire ne créera pas cette hiérarchie : tous égaux parce que différents, mais cette différence ne se mesurant pas, ne se notant pas, ne se classant pas. Des enseignants vous diront que les gosses ont déjà le sens de la hiérarchie, qu'elle est naturelle : des meneurs et des moutons. La hiérarchie, fondée sur les rapports de force qu'encouragent les classes dominantes n'est pas naturelle. A l'éducateur anarchiste de faire en sorte que cette déviation soit redressée. Le respect, l'obéissance sont des vertus bourgeoises et



Francisco Ferrer, le père de la pédagogie antiautoritaire.

chrétiennes ; substituons-y la conscience de ses propres richesses et des richesses des autres. (Cf. L'expérience des maîtres-camarades de Hambourg).

L'EDUCATION DES LOISIRS

Un mythe est entretenu par la bourgeoisie, pour elle et pour les autres, les prolos : le mythe du travail (le travail, c'est la santé). Quand je suis en arrêt de travail, c'est alors que je commence à faire des choses vraiment intéressantes, sinon rentables ! Dans une société autogestionnaire, où les tâches seront équitablement réparties, y compris la corvée des poubelles, où certaines professions auront disparu (la police et l'armée par exemple), où les machines relègueront l'homme (pourquoi refuser le progrès, fruit de l'intelligence humaine, je parle du progrès et non des gadgets et des engins de mort !), nous aurons des loisirs, pas mal de loisirs. La pédagogie actuelle prépare à tout, sauf aux loisirs. Je vois donc une pédagogie, un enseignement qui ne serait pas que d'abstractions ou de préparation à un métier, à une « situation ». Place à l'art, à l'artisanat, aux travaux manuels... et sans discrimination de sexe ; toute fille que je suis, je n'aime ni coudre, ni broder... En revanche, j'aime peindre, dessiner, écrire, et si quelqu'un veut m'enseigner la menuiserie, je serai ravie ! Donc, selon les goûts, l'habileté de chacun, la pédagogie doit tendre à ce que les loisirs

soient propices à la création. Vous avouerez que l'Education nationale, avec ou sans réformes bidons, oublie que l'être humain aime avant tout créer. Le sport aussi est compris dans les loisirs... mais pas le sport commercial, compétitif qui ne sert qu'à empêcher les gens de penser, donc éventuellement de se révolter. L'éducation libertaire doit prétendre préparer un homme, une femme, à s'occuper, une fois la tâche, participation au travail commun, accomplie.

APPRENDRE A L'ENFANT, A L'HOMME A SE FAIRE PLAISIR

C'est de l'égoïsme, direz-vous ! Et comment qualifier cette étrange satisfaction (joie masochiste) que j'éprouvais à « faire des sacrifices », comme on me l'apprenait au catéchisme. Non seulement mon désir de sacrifice était de l'égoïsme raffiné, mais de l'égoïsme morbide.

C'est une condition de bonheur et d'équilibre, que de savoir se faire plaisir ! Et seul l'être heureux, équilibré, bien dans sa peau (les capitalistes pas plus que les altruistes de profession ne sont bien dans leur peau !), seul celui qui sait se faire plaisir, sait aussi faire plaisir aux copains. On m'avait appris qu'il fallait aimer le prochain comme soi-même ; mais comme on m'avait encore plus fortement appris à me détester, résultat je détestais les autres comme moi-même ! Celui qui s'accepte et s'aime, accepte et aime les autres. Et ce sont les individualistes, et je m'adresse, je crois, à des individualistes, qui sont les plus capables de former un groupe chaleureux. L'homme éduqué bourgeoisement, chrétiennement, a honte de se faire plaisir ; laissons ceux que nous approchons, que nous voulons aider à grandir, se faire plaisir comme ils l'entendent ; avec cette seule restriction, je cite Bakounine, que « je ne deviens vraiment libre que par la liberté des autres ».

UNE VIE CONFORME A LA NATURE, LA SAINE NATURE

Je ne reviendrai pas sur l'ascétisme de mon adolescence : une vie conforme à la nature est une vie heureuse, épanouie ; vie selon la nature ne veut pas dire vie sans effort ; la lutte pour la vie est inhérente à notre condition humaine ; mais cette lutte est fortement accrue par les produits frelatés de la soi-disant civilisation et surtout par les inégalités monstrueuses entre animaux de la même espèce, les hommes. Et je pense que le jeune grand « naturellement », donc heureux et libre, n'éprouvera plus le besoin de la drogue ; la drogue étant non seulement l'héroïne ou une quelconque herbe hallucinante, mais aussi la religion, la politique, une certaine manière de s'engager dans une secte ou un parti. Vous m'objecterez le vin et le tabac ; ils ne sont drogues (on pourra en débattre) que dans la mesure où ils altèrent la personnalité ; le tabac laissent mes facultés intactes ; il n'est pas pour moi une drogue ; il peut l'être pour un autre. Revenons à des choses sérieuses : la pédagogie libertaire se fiera à la nature au lieu de tendre, comme l'actuelle éducation, à fabriquer des êtres aussi sophistiqués que les objets qu'ils convoient.

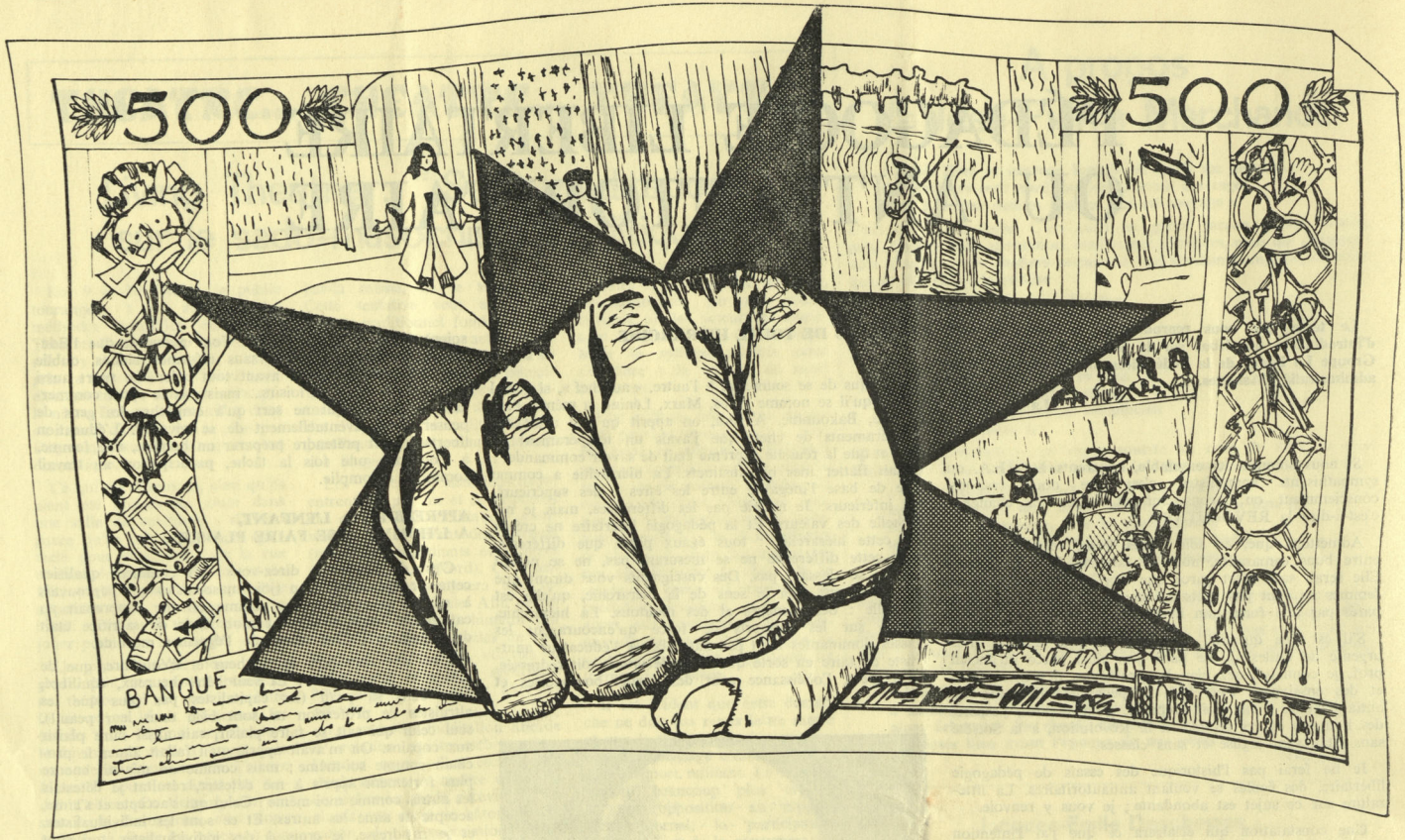
CONCLUSION

Quand on prononce le mot « anarchistes », si les plus éclairés ne voient pas forcément des briseurs de vitres ou des terroristes, ils sourient en pensant « utopistes ». Je crois, au contraire, qu'une pédagogie libertaire, comme je l'ai exposé, tient compte de la réalité humaine, des vrais besoins de l'être humain.

Si je n'ai pas, ce soir, prononcé des paroles en l'air, j'en viens à une conclusion précise et pratique : je suis libre ou puis me libérer pour former un groupe (je ne veux pas employer le mot « école ») libertaire, disons des ateliers. Il me manque les capitaux et l'appui de camarades voulant entreprendre avec moi cette action. Et si nous arrivions à fonder ce groupe de pédagogie libertaire, pourquoi pas demain, je n'aurais certes pas usé ma salive pour rien.

Marie-Madeleine HERMET
(Groupe La Boétie, Asnières).

L'HEBDO EN OCTOBRE !



POURSUIVONS L'EFFORT POUR LA PRESSE ANARCHISTE !

Tarifs et abonnements au "Monde Libertaire"

HEBDOMADAIRE

3 F le numéro
Parution octobre 1977

Envoi normal	Envoi sous pli fermé	Etranger (*)
2 ans (104 numéros) 200 F	375 F	250 F
1 an (52 numéros) 125 F	210 F	150 F
9 mois (39 numéros) 95 F	160 F	115 F
6 mois (26 numéros) 65 F	110 F	80 F
3 mois (13 numéros) 35 F	55 F	40 F

SOUTIEN - 1 AN : 200 F

(*) Allemagne (R. F. A.), Belgique, Canada, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse.

(LES TARIFS AVION et autres pays seront fournis sur votre demande.)

NOM : _____

PRENOM : _____

RUE : _____ N° _____

VILLE : _____

Code postal : _____

- Je désire m'abonner à l'hebdomadaire dès sa parution.
 Ci-joint le règlement de F pour numéros
 chèque bancaire chèque postal (3 volets)
 Mandat lettre autre mode (à préciser)...

(cocher la case correspondante)



**ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT
FAITES ABONNER VOS AMIS !**

**SOUSCRIVEZ
AU MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE**

C. C. P. Yvonne DALMENECHES 14.277-86 PARIS - 3, rue Ternaux 75011 PARIS

Commission paritaire n° 55.635